inprecor

correspondance de presse internationale

bimensuel n·39 5 décembre 75 30fb, 2.50fs, 3ff

ESPAGNE abattre la dictature!

inprecor

correspondance de presse internationale

n°39, 5 décembre 1975

sommaire

ESPAGNE
Le dictateur est mort... Mort à la dictature p. 3

Ouvrons les portes des prisons franquistes p. 4

PORTUGAL
La révolution en état de siège - A. Udry p. 5

AVORTEMENT
Une lutte internationale - J. Heinen p. 12

PCI-PCF
Une nouvelle carte du néo-réformisme - Livio Maitan p. 20

YOUGOSLAVIE
Le point d'une situation confuse - C. Verla p. 24

AUSTRALIE
La chute du gouvernement travailliste p. 28

SUISSE
Les élections législatives p. 30

RFA
Manifestation contre le chômage des jeunes p. 30

GRECE, BELGIQUE p. 31

quatrième internationale

n°22

automne 1975

Au sommaire :
Livio Maitan : Où va Cuba ?
Winfried Wolf : Le maoïsme allemand
C. Gabriel : La fin du colonialisme portugais en Angola, etc., etc..

Passez vos commandes à :
Librairie ROUGE
10, impasse Guéménée
75004 PARIS

errata Portugal ▸

Dans le numéro 37 du 6 novembre, à la page 5 : le début de la réponse du SUV se trouve sur la colonne d'en face. Les 5 lignes ("Tous... défaite") sont la fin de cette réponse.
Dans le numéro 38 du 20 novembre, à la page 17 : le dernier paragraphe de la dernière colonne a été amputé d'une ligne. Il faut lire :"... Il n'en va pas de même pour les CM qui, d'une part sont beaucoup plus sujette aux divisions et, d'autre part, sont très hétérogènes du point de vue de leur représentativité réelle, de leur fonctionnement régulier, etc.. Mais ce mouvement vers la centralisation exige aussi bien une position très claire sur la démocratie ouvrière, qu'une propagande et des initiatives concrètes..."

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique
Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.
ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires : FF 70; FS 45; FB 600 ; $ can 14
Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion : $ 24 par an. Pour les autres pays s'adresser à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France) : Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28
POUR LA FRANCE : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire parvenir à l'adresse suivante : S.I.E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

espagne

LE DICTATEUR EST MORT...

L'héritier a pris possession de son trône sous l'oeil bienveillant des représentants des chefs d'Etat européens - et de V. Giscard d'Estaing en personne, noblesse oblige ! - qui ont hâte d'accueillir l'Espagne d'après Franco dans le giron de l'Europe "démocratique" plutôt que de la voir rejoindre le Portugal dans le "chaos" révolutionnaire.

Seuls ceux qui veulent se cacher la réalité peuvent croire à une possible orientation "libérale" du régime sous le nouveau roi. Mis sur le trône par l'assassin Franco, étroitement surveillé par les ultras de la Phalange qui gardent entre leurs mains tous les postes-clés de l'appareil d'Etat franquiste, il suivra le chemin de son père politique. Pour ceux qui pouvaient en douter, les évènements du jour de son "couronnement" ne font que le prouver.

Lors du premier Conseil des ministres réuni sous sa direction, Juan Carlos a proposé un "indulto" (remise de peine, amnistie) pour les prisonniers politiques. Cette mesure vise essentiellement a lui donner un certain vernis libéral face aux masses de l'Etat espagnol et aux gouvernements européens. Mais si ces derniers peuvent se satisfaire de cette mesure restreinte, il n'en est pas de même pour les masses travailleuses et les peuples opprimés de l'Etat espagnol. En effet, les ultras étaient là, montrant à Juan Carlos la voie des "lois fondamentales du Mouvement national", veillant à limiter au maximum cette mesure de "clémence". Il n'y a remise de peine que pour les condamnations inférieures à trois ans, réduction pour les autres. Ce sont les juges des tribunaux de l'ordre public qui ont condamné les prisonniers qui devront étudier leur dossier à la lumière de cet "indulto" avant de décider de leur éventuelle libération... Les prisonniers condamnés pour action terroriste ou lien avec des organisations terroristes ne bénéficient pas de cette mesure... Aux yeux des maîtres de la terreur franquiste, le mot "terroriste" peut trouver une interprétation très large ! Enfin, les accusés en instance de jugement et risquant la peine de mort pour des délits commis avant le 22 novembre ne seront plus passibles de la peine capitale.

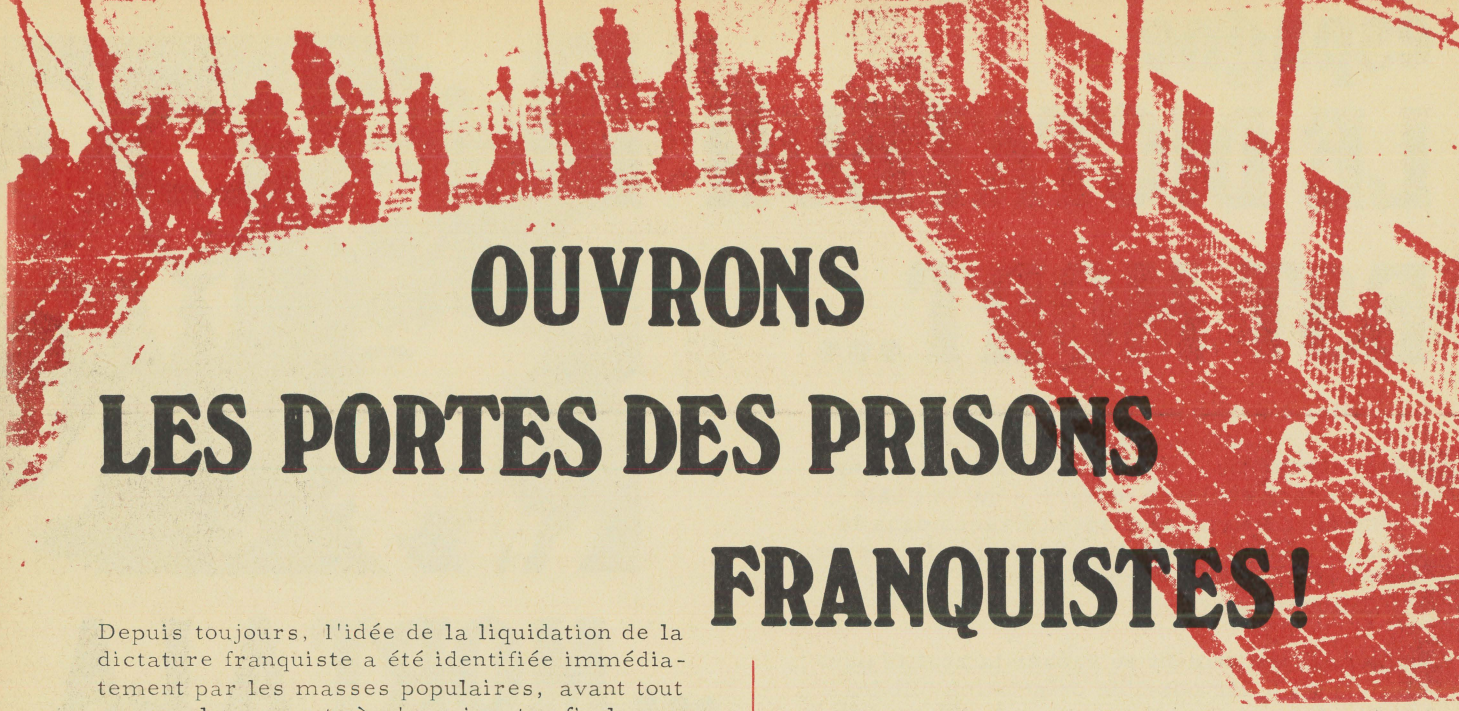
L'ensemble de l'opposition clandestine a dénoncé le caractère extrêmement restreint de cet "indulto" qui ne règle en rien le problème qui apparait fondamental aux yeux des masses de l'Etat espagnol : l'ouverture des portes des prisons franquistes. Le jour du couronnement de Juan Carlos, les commissions ouvrières de la région de Madrid ont organisé une manifestation aux portes de la prison de Carabanchel où sont emprisonnés de nombreux militants ouvriers. L'appareil de répression franquiste est intervenu violemment pour disperser les manifestants venus exiger la libération immédiate de leurs camarades de combat, montrant, si besoin était, la véritable nature de la "clémence" de l'héritier de Franco.

...MORT A LA DICTATURE !

Vingt et un manifestants ont été arrêtés et sont toujours détenus dans les locaux de la direction générale de la Sécurité. D'autres manifestations ont également eu lieu à San Sebastian et à Barcelone.

Le même jour, les policiers ont violemment attaqué et ont arrêté des journalistes français qui "couvraient" le Te Deum d'intronisation. Les journalistes espagnols ont menacé de faire grève et les journalistes arrêtés ont été relâchés. En quelque sorte, ces deux évènements donnent une "image de marque" au nouveau régime fort peu différente de celle dont jouissait le franquisme de Franco.

La tâche centrale du moment pour le mouvement ouvrier de l'Etat espagnol et ses organisations est la mobilisation pour exiger l'amnistie totale pour tous les prisonniers politiques et les exilés, comme le soulignent nos camarades de la LCR-ETA (VI) dans le texte que nous reproduisons ci-dessous, traduit de leur journal "Combate".



OUVRONS LES PORTES DES PRISONS FRANQUISTES!

Depuis toujours, l'idée de la liquidation de la dictature franquiste a été identifiée immédiatement par les masses populaires, avant tout comme le moment où s'ouvriront enfin les portes des prisons franquistes, ainsi que les frontières fermées depuis tant d'années pour les milliers de combattants exilés. Aujourd'hui ce sentiment est plus vivant que jamais ! La disparition du personnage qui est identifié plus que tout autre au caractère essentiellement répressif du régime stimule l'énorme sensibilité qui existe autour du mot d'ordre exigeant la libération immédiate de tous les prisonniers politiques.

La bataille pour imposer ce mot d'ordre se situe au centre même de la lutte actuelle pour la liquidation de la dictature. Celle-ci n'ignore pas l'émotion que déclencherait l'apparition dans tout le pays de plusieurs milliers de prisonniers politiques et, parmi eux, des camarades connus comme les condamnés du procès de Burgos, des militants révolutionnaires, des dirigeants ouvriers aussi connus que Zalbide, Sabino, Sarasketa, Mojika Arregui, Fernandez Inguanzo, Camacho... , ou l'apparition publique de dirigeants exilés comme la Pasionaria, Carrillo ou d'autres. La dictature sait que cela pourrait créer une dynamique incontrôlable. C'est pourquoi elle ne veut concéder qu'une amnistie restreinte, pour tenter de doter la figure de l'héritier d'un certain brillo libéral tout en évitant, en même temps, de se laisser coincer dans des situations comme celle que déclencherait, par exemple, l'accueil dans les gares de ces exilés politiques connus par des dizaines de milliers de personnes. Comment continuer à maintenir ensuite que l'opposition constitue une minorité insignifiante, comment justifier l'absence de légalisation des partis politiques, ou de certains partis politiques ?

Mais toute tentative visant à paralyser la combativité du mouvement grâce à des concessions partielles, comme l'amnistie restreinte, est à l'avance condamnée. Cette amnistie implique que les camarades ayant les condamnations les plus lourdes (et en premier lieu ceux qui sont accusés d'avoir répondu les armes à la main au terrorisme franquiste) restent emprisonnés ou en exil. Cette mesure ne peut qu'être identifiée à une nouvelle duperie, comme un défi à la volonté de lutte des masses. Elle ne fait que prouver que le "juancarlisme" n'est que le prolongement du cadavre de Franco et de son régime de terreur.

Le mouvement de masse ne doit faire aucune confiance aux promesses des secteurs décidés à jouer la carte d'un hypothétique juancarlisme réformiste. Tant que subsiste l'essentiel de l'appareil d'Etat franquiste, toute liberté devra être conquise par la lutte et ne sera en aucun cas le résultat de pressions diplomatiques dans l'ombre.

C'est pourquoi, sans rien attendre de telles mesures, il est nécessaire d'impulser dès maintenant la mobilisation la plus large pour obtenir ces libertés et, en premier lieu, pour l'amnistie immédiate et totale.

Des rassemblements devant les portes des prisons , des retraites des parents et amis des prisonniers et des exilés, l'agitation permanente dans les quartiers, les usines, les écoles; des manifestations centrales dans chaque ville, la collecte massive de signatures... Telles sont les initiatives que le moment exige !

La situation politique exige plus que jamais que l'on rejette toute attitude expectative comme toute réaction sectaire. L'unité d'action des différents organes anti-répression existants, la coordination de toutes les organisations ouvrières pour impulser ces tâches sont à l'ordre du jour. Il est nécessaire de préparer, sur la base de ces tâches et de ces orientations, une journée de lutte centralisée à l'échelle de tout le pays pour l'amnistie immédiate pour tous les prisonniers politiques et pour le retour de tous les exilés.

Traduit de Combate du 15 novembre 1975

portugal

LA REVOLUTION EN ETAT DE SIEGE

C.A. UDRY

Après le 25 avril, le 28 septembre et le 11 mars, le 25 novembre marque une nouvelle étape du "processus révolutionnaire" portugais ouvert il y a dix huit mois.

Suite à la victoire des travailleurs de la construction, plus de 100 000 personnes manifestent le 16 novembre à Lisbonne. Malgré les efforts du Parti communiste portugais (PCP) pour ne pas attaquer frontalement le VIème gouvernement en tant que tel, les mots d'ordre les plus couramment repris visent directement Pinheiro de Azevedo. En outre, les boulangers menacent d'utiliser les mêmes méthodes que les ouvriers de la construction si le Ministère du Travail s'obstine à s'opposer à leurs revendications. Ils "donnent" six jours au gouvernement pour que celui-ci offre une "réponse positive sur nos horaires de travail et la garantie de notre salaire... (sans quoi) nous utiliserons de nouvelles formes de lutte qui démasqueront ouvertement la politique socialiste de façade de ce gouvernement qui est contre les travailleurs".

Dans l'armée, la "révolte" des parachutistes de Tancos occupe une place de premier rang. Après avoir fait exploser Radio Renaissance, le

Régiment de Chasseurs parachutistes de Tancos explose ! Les parachutistes élisent un nouveau commandant et se mettent "au service de la révolution" avec l'empressement confus d'une radicalisation toute fraiche.

Le gouvernement entre alors en "grève" puisque "les Forces armées ne peuvent lui assurer l'autorité nécessaire pour gouverner". Le 25 novembre, il entame son sixième jour de "grève".

Dans ce contexte se développe une polarisation autour de la nomination de Vasco Lourenço, membre du Conseil de la Révolution et une des têtes du "groupe des neuf", au poste de commandement de la Région militaire de Lisbonne (RML).

Cette nomination implique en effet que le commandement de la région militaire de la capitale est retiré à Otelo de Carvalho, fortement soutenu durant les dernières semaines par le PCP. Dans l'armée,du moins dans de nombreuses unités de la RML, la polarisation s'effectue autour de cette nomination et de ce déplacement.

Ainsi, l'EPAM (Ecole pratique d'administration militaire), qui occupera le 25 novembre la télévision, adopte en assemblée générale la motion suivante : "Nous considérons que l'écartement du général Saraiva de Carvalho doit être considéré comme une véritable épuration à gauche qui, si elle avait lieu, ouvrirait la porte à une épuration en chaîne des commandants de nombreuses unités progressistes et révolutionnaires, visant l'instauration d'une discipline militariste qui, réprimant l'organisation des soldats, permettrait de les utiliser contre les luttes des travailleurs. Les militaires de l'EPAM, réunis en assemblée générale le 18 novembre 1975, décident de :

1. - rejeter la tentative d'épuration à gauche du général Otelo, déclarant s'opposer à cette manoeuvre réactionnaire;
2. - se maintenir en état d'alerte, en défense de la révolution;
3. - exiger que, une fois pour toutes, prennent fin les manoeuvres au sommet et les décisions de cabinets avant que soient entendus les soldats des unités;
4. - alerter les soldats de toutes les unités en les appelant à donner une riposte ferme et unie à toute machination visant à affaiblir les forces progressistes et révolutionnaires dans et hors des casernes."

Ainsi, de façon déformée et dangereuse, la dynamique de l'affrontement politico-social tend à être réduite à la bataille autour du commandement de la RML. Un tel combat pouvait être porteur d'une confrontation militaire sans jonction effective avec le mouvement de masse ou même avec le mouvement autonome des soldats. Au début septembre, à Porto, les SUV avaient abordé sous un autre angle le problème de l'écartement de Corvacho de la région militaire du Nord (voir Inprecor N° 35), ce qui avait même permis de stimuler l'organisation propre des soldats.

Illusions et aventurisme

Mais, pour situer plus précisément le sens des évènements du 25 et 26 novembre, il n'est pas inutile de se référer à la caractéristique fondamentale de la période. En effet, toute la spécificité de la conjoncture résidait dans le déphasage entre la crise extrêmement profonde de l'appareil d'Etat (spécialement de l'armée) et le degré de développement et de centralisation des organes embryonnaires de dualité de pouvoir. Tout d'abord, une telle situation ne peut pas se prolonger longtemps. Elle doit trouver une solution soit au travers d'une restabilisation plus ou moins partielle de l'appareil d'Etat, soit au travers d'une transcroissance vers la dualité de pouvoir, quelles que soient les étapes intermédiaires. Ensuite la crise approfondie de l'appareil d'Etat qui a permis une montée ouvrière ne rencontrant pas des obstacles majeurs sur sa voie, suscite des illusions sur les capacités d'initiative politique de la bourgeoisie, mais surtout sur les possibilités opérationnelles de la hiérarchie militaire. A plusieurs reprises nous avons souligné ces illusions. Ainsi, au début du mois d'octobre, nous écrivions : "Le dénouement favorable à la classe ouvrière de cette confrontation (occupation des radios) s'inscrit dans le cadre d'une montée révolutionnaire par paliers successifs et de victoires ouvrières sans grande résistance de l'ennemi de classe. Ceci peut créer l'apparence trompeuse d'une impuissance politique de la bourgeoisie et son incapacité définitive à reconstituer une force de frappe militaire. Cette illusion alimente un ultra-gauchisme se traduisant dans l'aventurisme du PRP-BR qui affirme qu' "à l'ordre du jour pour les forces révolutionnaires, pour les travailleurs, se pose le problème d'une insurrection" ... A ce jeu, l'extrême-gauche pourrait bien être prise dans le piège dans lequel sont tombés les communistes allemands en 1919" (Inprecor N° 35). Au début novembre, à nouveau, nous mettions l'accent sur le fait que : "Si la crise de l'armée est extrêmement profonde, si les progrès de l'auto-organisation parmi les soldats sont importants, dans l'actuelle situation il serait erroné et dangereux de croire que la désintégration de l'armée a atteint un point tel que la hiérarchie soit incapable de toute initiative" (Inprecor N° 37). Si la crise de l'appareil d'Etat ne permettait pas à la bourgeoisie d'affronter directement le mouvement de masse (sans risquer une guerre civile), elle n'empêchait certainement pas le succès d'une contre-offensive militaire face à une opération aventuriste, comme ce fut le cas les 25 et 26 novembre.

Le partage est difficile à opérer entre la provocation, la "folle aventure" et l'application d'un plan dans l'explication de l'initiative prise

le mardi matin par les parachutistes de Tancos. Vers onze heures, ils ont occupé la base de Tancos, les bases de Montijo, les installations de la 1ère région aérienne à Monsanto, et ils contrôlent l'accès à la base de Montreal. Ils réclament alors la démission de Morais e Silva, le chef d'état-major des Forces aériennes, le responsable de l'opération contre Radio Renaissance et un des dirigeants de l' "aile dure" de la hiérarchie.

Cependant, la conjonction entre ces initiatives et les mesures prises par diverses unités d'occuper la Radio (Emissora Nacional) et la télévision, ainsi que l'apparition sur les petits écrans d'une des têtes de l'ex-cinquième Division (Durand Clemente) indiquent que le 25 novembre s'appliquent les éléments d'un "plan militaire" relevant du putschisme, même si les parachutistes de Tancos en ont précipité et désorganisé le déroulement. Un tel aventurisme ne tombe pas du ciel. Diverses organisations centristes (le MES et le PRP-BR essentiellement), comme des secteurs radicalisés de l'armée développent depuis 2 à 3 mois une conception aventuriste qui, sous prétexte d'anticiper un "coup réactionnaire" se traduit par une orientation putschiste.

Un manifeste diffusé le 21 novembre, signé par le major de la Police militaire de Lisbonne (Tomé), par Durand Clemente, par Matos Gomes, etc., et intitulé : "Manifeste des officiers révolutionnaires aux soldats, marins, à la classe ouvrière et au peuple travailleur", met l'accent sur l'imminence d'une offensive réactionnaire : "...Nous assistons à une escalade réactionnaire désespérée de la bourgeoisie, aux tentatives que son VI° gouvernement, ses partis et ses officiers développent pour écraser la puissante offensive populaire". On retrouve ici la position d'organisations centristes qui confondent la volonté d'opérer un coup réactionnaire dans divers secteurs de la hiérarchie militaire, sa préparation même, avec la réunion des conditions d'ensemble pour l'effectuer avec une chance sérieuse de succès. La bourgeoisie non seulement peut préparer des coups, elle peut aussi les décommander, les différer, tant il est vrai qu'il est impossible de créer artificiellement les conditions favorables stimulant une coordination et une synchronisation des efforts de la majeure partie de la réaction.

Centristes et ultra-gauches

Que proposent ces officiers révolutionnaires, aujourd'hui arrêtés pour la plupart, recherchés et frappés par la répression ? Leur réponse ne laisse aucun doute : "Face à cette situation, les officiers signataires, conscients que leur place ne peut être qu'aux côtés des travailleurs, soldats et marins dans leur lutte pour l'émancipation, pour le pouvoir populaire, pour le socialisme et l'indépendance nationale, considèrent que la seule issue pour la Révolution portugaise réside dans la constitution d'un pouvoir d'unité révolutionnaire avec un programme d'action défendu publiquement devant les masses populaires ayant pour objectif principal le transfert aussi rapide que possible du pouvoir aux travailleurs portugais organisés dans une structure qui culmine dans une Assemblée populaire nationale ... L'issue de la crise réside dans la construction d'un pouvoir révolutionnaire basé sur un programme d'unité révolutionnaire fondé sur les idées exprimées dans le Document du COPCON".

Ce manifeste fait la première page de l'hebdomadaire du PRP-BR du 21.11.75. Ce même PRP-BR, le 10 novembre, tenait une conférence de presse, au cours de laquelle, Isabelle do Carmo déclarait : "Pour nous, dans ce moment, il n'existe pas d'autres solutions que l'insurrection armée. Comme toute l'histoire le démontre, la bourgeoisie chaque fois qu'elle veut défendre ses intérêts déclenche une guerre civile. Heureusement qu'au Portugal les forces de droite ne possèdent pas une armée. Pour l'avoir, elles doivent avoir recours à des mercenaires, ayant leurs bases en Espagne, ou aux armées des Etats-Unis et de l'OTAN". ("A Capital" 10.11.1975).

Cette position reflète l'orientation dominante, même si elle s'exprime avec beaucoup plus de précautions dans les écrits du MES, des deux organisations les plus importantes du FUR (PRP et MES) ainsi que des secteurs militaires qui se situent dans les parages des signataires du Manifeste. Cette orientation ultra-gauche et aventuriste s'articule sur les points suivants :

-a) Une sous-estimation considérable de la capacité d'initiative militaire des secteurs contrôlés par la hiérarchie militariste qui se combine, paradoxalement, avec la multiplication d'affirmations de l'imminence de l'installation "d'un pouvoir autoritaire qui assumera des formes fascistes qui, rapidement, aura recours à un bain de sang et de terreur. Pour que la "paix et la discipline règnent". ("Revolucao" 17.10.75 - Hebdo. du PRP-BR). Cette dernière affirmation repose essentiellement sur une conception simpliste des rapports entre la crise économique et l'installation "d'un pouvoir autoritaire qui assumera des formes fascistes".

-b) Une incompréhension radicale du développement et du niveau de conscience des larges secteurs des masses, de l'emprise des illusions démocratiques dans des couches significatives de la classe ouvrière vu l'inexistence d'une expérience de dualité de pouvoir qui permet le déplacement de la légitimité des institutions bourgeoises aux organes de pouvoir ouvrier, et avec une sous-évaluation des effets négatifs de la division au sein de la classe ouvrière, ainsi que du développement inégal des luttes entre les diverses branches et régions conduisant aux jugements les plus impressionnistes sur la conjoncture. Ainsi, le MES déclare : "Il y a les conditions militaires, politiques et économiques pour que l'offensive populaire se développe. Du point de vue militaire, la droite ne possède pas les soldats pour faire

un coup ; du point de vue économique, la montée du coût de la vie, le chômage et la satisfaction des besoins les plus immédiats sont des problèmes qui ne peuvent être résolus sans un pouvoir révolutionnaire ; du point de vue politique, les illusions dans la démocratie bourgeoise, les illusions envers les réformistes commencent à être clairement dépassées et les travailleurs comprennent finalement que ce ne seront pas les politiciens qui feront la révolution en leur nom, mais que seulement les masses au travers de leur organisation et de leur lutte pourront faire triompher la révolution socialiste" ("Poder Popular" 5-11. 11.75, hebdo. du MES). A partir de cette analyse, le thème de "l'offensive populaire" est mis à l'ordre du jour, soutenu par l'idée qu'il faut résoudre la question du pouvoir avant que la bourgeoisie ait créé une "armée professionnelle, construit

"Nous devons créer les conditions pour la formation d'un Gouvernement d'unité révolutionnaire qui se maintienne au pouvoir jusqu'à la création de l'Assemblée populaire nationale".

-c) La méprise sur les rapports de forces réels entre la "gauche révolutionnaire" (comprise comme étant le FUR par le MES et le PRP-BR) n'a d'égale que les illusions sur le PCP. Le MES affirme : "Ce n'est pas la 'gauche révolutionnaire' qui est à la remorque du Parti communiste, mais le Parti communiste qui, depuis l'appui donné au document du COPCON, systématiquement aux moments décisifs de la lutte, s'est mis à la remorque de la gauche révolutionnaire. Il existe, en ce moment, au niveau civil et militaire, un aspect important qui est que, pour la première fois sur des terrains essentiels, dans les entreprises, dans

son appareil répressif, réuni les forces nécessaires pour nous écraser, pour défaire tout notre effort". (idem). Il est évident qu'une telle orientation même si elle n'adopte pas les formulations du PRP-BR sur "l'insurrection armée", porte à la recherche parmi les officiers révolutionnaires comme dans les SUV, de l'instrument militaire permettant de résoudre la question de la prise du pouvoir, conçue, elle, comme un complément technique au développement des "organes de pouvoir populaire" (en fait des organes embryonnaires de dualité de pouvoir, non centralisés). A ce sujet, l'analogie entre la formulation de ce qui pourrait servir de mot d'ordre gouvernemental au Manifeste des officiers révolutionnaires et la formulation utilisée par le MES dans l'éditorial du "Poder Popular" (28-3. 11. 75) est frappante:

les casernes, dans les quartiers, mais surtout au niveau global de la lutte politique de la classe ouvrière et des travailleurs, se déroule une dispute entre la gauche révolutionnaire et le réformisme au niveau de la direction des luttes de masses" (Poder Popular", 5-11. 11. 75). Or, depuis le début du mois d'octobre le PCP avait repris l'initiative, après avoir été dérouté en août et au début septembre. Ensuite, il n'est pas nécessaire d'insister sur la confusion du MES au sujet de l'orientation stratégique du PCP, ce qui explique son incompréhension de la nature et des limites des tournants tactiques effectués par le parti d'Alvaro Cunhal. Enfin, une des caractéristiques même de la montée révolutionnaire au Portugal réside dans un mouvement spontané et semi-spontané qui s'exprime, entre autres, dans un degré rela-

tivement bas de structuration des travailleurs au sein des organisations révolutionnaires et centristes, mais qui se combine avec de fortes capacités d'initiative et d'auto-organisation de larges secteurs. Ce trait de l'ascension du mouvement de masse ne va pas sans susciter des processus d'auto-intoxication parmi les groupes centristes, malgré ou à cause de leur dimension restreinte. Après le 25 et 26 novembre, gageons que le MES aura révisé cette position.

-d) Une attitude ultra-gauche face à la social-démocratie qui s'exprime dans des formules et une ligne analogues à celles des courants ultra-gauches au sein du mouvement communiste au cours des années 21/23 ou relevant même de la politique de la troisième période de l'Internationale stalinienne. Le MES affirme : " C'est ainsi que les forces social-démocrates servent la progression des forces fascistes ; pour cela nous ne pouvons pas séparer notre mot d'ordre : 'Mort à l'ELP et à ceux qui la soutiennent' du mot d'ordre 'A bas la social-démocratie' ; c'est pour cela camarades que le MES dit, chaque fois de façon plus correcte et à chaque fois cela apparait plus clairement : la social-démocratie est une phase de la transition vers le fascisme". ("Poder Popular"5-11 11.75).

Emergent ici les thèmes classiques de l'ultra-gauchisme : le passage graduel au fascisme, la nécessité de battre la social-démocratie pour écraser le fascisme. Une confrontation directe avec l'appareil d'Etat risque bien de découler de ce type d'affirmations, lorsque, simultanément, on soutient que la social-démocratie est hégémonique militairement et politiquement. Le MES, comme la majeure partie des organisations du FUR est donc incapable de saisir la nature et la fonction contre-révolutionnaires du PS. Sous la couverture de la défense de la démocratie bourgeoise, celui-ci visait et vise à désarmer les travailleurs, à supprimer les commissions de soldats, à réduire au maximum le rôle des commissions de travailleurs, sans que soient supprimés les droits démocratiques des organisations réformistes ou mis en question le fonctionnement des institutions de la démocratie bourgeoise parlementaire.

Que cette politique permette à la bourgeoisie de stabiliser les organes du pouvoir d'Etat, c'est certain, mais il n'en découle pas que le PS soit l'instrument fonctionnel pour écraser la classe ouvrière. Ceci apparait d'ailleurs clairement lorsque, après un succès de la contre-révolution démocratique menée par le PS, s'affirme la seconde phase d'offensive directe de la bourgeoisie.

A partir de leur caractérisation du P.S., était rejetée toute politique cohérente de front unique mettant à profit, par exemple, les tensions existant au sein du parti de Mario Soarès, vu son opposition au mouvement revendicatif des travailleurs de la construction ou de la métallurgie. Dès lors, les organisations centristes non seulement consolident la division de la classe ouvrière, mais ne donnent aucune réponse au développement inégal de la mobilisation entre le Nord et le Sud, inégalité liée, entre autres, à l'influence différente du P.S dans la classe ouvrière dans ces deux régions.

Les évènements du 25 et 26 novembre doivent être replacés aussi dans le cadre général de la politique ultra-gauche des organisations centristes qui fusionnait avec les concepts plus strictement technico-militaristes d'un noyau d'officiers révolutionnaires ayant une certaine influence à Lisbonne.

Une victoire trop facile?

Durant 2 jours, un peu plus de 400 commandos se sont littéralement promenés d'un point à l'autre de la région de la capitale. Le Colonel Jaime Neves surgit comme un brillant chef d'orchestre, capable avec peu de moyens de mettre au pas quelques unes des principales unités militaires de la "Commune" de Lisbonne. Jaime Neves, fermement soutenu dès la fin juillet par le PS, avait déjà rétabli l'ordre dans son unité. L'hommage que lui rend le 20 novembre le capitaine Antonio Bras, fraichement "expulsé" de la base de Tancos, suffit pour indiquer le respect qu'impose le commandant dans la hiérarchie militaire. "Intelligemment, le colonel Jaime Neves a su, en temps opportun, redonner sa véritable fonction aux Commandos... Il a su couper le mal à sa racine... Il a su dénoncer avec une énergie hardie les origines de ce malaise dans l'armée... Il le fit pour préserver à tout prix l'union et la cohésion des Forces armées" (Expresso, 22.11.1975).

Mais les 25/26 novembre. fondamentalement, ce n'est pas l'efficacité strictement militaire des commandos qui s'est imposée. Malgré la crise profonde de l'appareil d'Etat et de la direction politique bourgeoise, durant ces deux jours s'affirma la capacité d'initiative centralisée que la bourgeoisie possède encore en dépit de ses faiblesses.

Militairement, le commandement de la contre-offensive était cohérent et centralisé. Mais il faut aussi noter l'aptitude comme l'empressement de Costa Gomes à faire passer du côté du gouvernement cet instrument privilégié de centralisation que sont les mass media. Les émetteurs de la Radio télévision portugaise et de l'Emissora Nacional furent réduits au silence; sous la menace de l'intervention de l'EPC (Ecole pratique de cavalerie), Radio Club portugues mit fin à ses émissions dès le mardi soir. Vers 20 heures, de Porto, le gouvernement diffusait sur l'ensemble du territoire ses ordres. Le Nord s'offrait comme une base plus sûre et le gouvernement avait certainement préparé, depuis un certain temps, ce transfert des émissions.

Enfin, inscrivant sa riposte dans le cadre de la "contre révolution démocratique", la présidence de la République prit soin de faire voter l'état d'urgence par la Constituante où se déclara une majorité CDS-PPD-PS. L'état d'urgence permit à la fois de déposer dans les seules mains de Costa Gomes le commandement de toutes les unités militaires et de mettre en place une série de mesures devant faciliter, suivant les options opérées, l'utilisation sur le plan politique de l'avantage immédiat acquis au niveau militaire. En effet, l'état d'urgence implique le droit pour les autorités de procéder à des perquisitions, et à des arrestations sans mandat, la censure de toutes les formes de correspondance, de la presse, de la publicité, de la propagande; de plus, les manifestations sur la voie publique sont interdites...

En opposition à tout cela, sur le plan militaire, les mouvements opérés par les parachutistes de Tancos, et par les soldats de l'EPAM (Ecole pratique d'administration militaire) de la Police militaire et du RALIS sont apparus comme totalement désordonnés. La combinaison entre les éléments de provocation, l'initiative spontanée, l'application partielle des éléments d'un plan militaire putschiste et les hésitations possibles à des niveaux plus élevés de la hiérarchie militaire explique une grande partie du déroulement de cette aventure que d'aucuns envisageaient certainement comme le début de l'insurrection armée.

Les soldats des unités engagés dans cette opération, non seulement ne disposent pas d'un commandement central, mais surtout, ne sont pas prêts à se lancer dans une confrontation ouvrant la voie à la guerre civile. Les hésitations dans leurs rangs s'accroissent d'heure en heure. Face à des troupes décidées qui apparaissent comme défendant la "légalité" contre la "rébellion", les vacillations ne peuvent que se renforcer, d'autant plus que la commission de dynamisation (liée à l'ex 5ème division), dès le 26 novembre à 4 heures du matin, donne l'ordre de renoncer à combattre.

Face à cette confrontation militaire obscure, au sein de la classe ouvrière, logiquement, domine une attitude d'expectative, à l'exception de quelques secteurs où une mobilisation s'opère (Setnave où le PRP-BR possède une certaine influence).

Le PCP ne se met évidemment pas à la remorque de cette opération, comme pouvait l'espérer des groupes centristes ou des nostalgiques de la 5ème division. Il se contenta de mobiliser sur les lieux de travail de façon défensive. Le 27 novembre il publie un communiqué déclarant : "Les forces de gauche commettraient une grave erreur en surestimant leurs propres forces et en tentant quelque acte désespéré... La tentative des forces de droite de profiter d'une situation qui leur est avantageuse pour imposer une telle hégémonie serait dangereuse. La solution est politique et négociée". Le PCP ne faisait que réaffirmer son orientation. Pour lui, la bataille trompeuse engagée sur la nomination de Vasco Lourenço, même si la dynamique en était fort dangereuse, se situait dans le cadre général de sa politique de pression visant à recomposer le Conseil de la Révolution et le gouvernement.

Quant à la "gauche révolutionnaire", plus précisément le MES et le PRP-BR, elle ne manqua pas d'appeler à l'insurrection armée et de dénoncer la "trahison du PCP"! Là aussi la continuité s'affirmait.

La contre-offensive décidée des commandos de Jaime Neves, appuyés par les chars de Salgueiro Maia (de l'EPC - Ecole pratique de cavalerie) a connu un succès très rapide. Si elle a permis de faire repasser l'initiative sur le plan militaire dans le camp gouvernemental, il faut cependant mesurer plus précisément l'ampleur de cette victoire.

Melo Antunes, quelques jours avant le 25 novembre, situait quelles étaient selon lui les priorités gouvernementales. Ainsi affirmait-il : "L'armée doit être un moyen d'agir, non pas un laboratoire politique. Aujourd'hui nous devons réparer cette erreur. Nous y arriverons en modifiant les structures et en déplaçant les personnes... Le débat (dans le Conseil de la Révolution et la hiérarchie) est très vif en ce moment. Une lutte est en cours, Une lutte dont tout dépend. Car le seul moyen de continuer à pouvoir gouverner avec le PCP... ce que nous souhaitons... c'est de gagner d'abord la bataille de l'armée, qui se déroule à presque tous les niveaux. C'est vital. Un second impératif pourtant s'impose presque aussi fortement : la bataille de l'information" (Nouvel Observateur, 24-30.11.1975).

La contre-attaque militaire victorieuse offre au gouvernement de Pinheiro de Azevedo l'opportunité de reprendre l'initiative dans les domaines indiqués par Antunes et effectuer quelques tests dans d'autres. Pour l'instant, le gouvernement marque, ou cherche à marquer des points sur quatre plans, tout en maintenant l'état d'urgence :

1. - Les mesures de démobilisation -- momentanées ? -- des soldats de la Police militaire; les mutations de commandants des diverses unités (RALIS, EPAM, PM); le retour des sergents à la PM; les arrestations de nombreux officiers; l'écartement-démission de Carvalho et Fabiao vont évidemment dans le sens d'une reprise en main de l'armée et d'un essai d'homogénéisation des structures de commandement. Après la tentative échouée de construction de l'AMI, à partir de l'exemple des commandos d'Amadora, la hiérarchie cherche à reconstituer dans l'armée elle-même, en collaboration avec la GNR et la PSP, une force d'intervention fiable.

2. - La nationalisation de Radio Club portugues, la rétrocession de Radio Renaissance à l'Eglise et, surtout, le contrôle étroit sur la Radio télévision portugaise et l'Emissora Nacional, concrétisent des mesures que le 6ème gouvernement cherchait vainement à imposer depuis septembre. Elles traduisent un changement non négligeable dans le contexte politique, tant il est vrai que, grâce à l'influence des travailleurs dans ces radios, ou à leur collaboration affirmée avec les luttes de la classe ouvrière, cette dernière disposait, d'une part, d'un outil fantastique pour diffuser ses combats et stimuler la politisation et, d'autre part, d'un possible instrument de centralisation. La bourgeoisie a fort bien compris cela : elle tente de faire passer à nouveau complètement les moyens de communication de masse dans son camp. En outre, dans le domaine de l'information écrite, les conseils d'administration des journaux sont modifiés et des rédacteurs écartés reprennent leur poste. Il n'est pas du tout impossible que la bataille du Republica renaisse.

3. La fouille des locaux du MES et du PRP-BR peut marquer le premier pas d'une politique de répression sélective qui s'articule, dans un premier temps, autour du décret sur "l'obligation de rendre les armes" et contre les "milices armées".

4. - La suspension des négociations contractuelles jusqu'à fin décembre a sans doute la signification la plus importante. En effet, par cette mesure le gouvernement Azevedo tente de transférer l'avantage acquis sur le plan militaire dans le domaine social et politique. Plus précisément cette décision implique un rejet des victoires déjà obtenues ou qui apparaissaient tout à fait probables pour de nombreux secteurs (textile, construction, boulangers), et son maintien, sous une forme ou sous une autre, préconditionne l'application du plan d'austérité produit avant la crise.

Mais une fois ces mesures prises, si ce n'est encore appliquées avec succès dans leur totalité, deux questions centrales surgissent.

Premièrement, la droite et l'extrême-droite, au niveau des institutions politiques et militaires, cherchent à mettre à profit au maximum une conjoncture qui leur est favorable. La bourgeoisie a repris quelque peu confiance. Les tracts du CDS et du PPD appellent à la curée, d'autant plus fort que la panique était grande. Le groupe Antunes ne peut que craindre un débordement sur sa droite. Ce débordement peut pousser à prendre des décisions ne correspondant pas à la nature réelle des rapports de forces sociaux. Il pourrait susciter une mobilisation ouvrière clairement appuyée par le PCP qui, aujourd'hui, ne s'oppose pas frontalement à l'état d'urgence et cherche la négociation. Une telle mobilisation mettrait en relief l'actuelle précarité de la victoire sur le plan gouvernemental et militaire. Antunes est fort conscient de cela et propose clairement une autre option.

A la télévision, il déclare : "Je pense que les chemins de la droite peuvent définitivement être coupés au Portugal et que les militaires qui ont en ce moment la direction politique en main peuvent être les porteurs d'un projet d'alternative de gauche qui soit un bloc historique pour la construction d'une société socialiste démocratique et pluraliste.

La participation du PC dans la construction du socialisme est indispensable" (27 novembre).

Vu les présents rapports de forces sociaux et ses tensions entre les diverses tendances sur le plan gouvernemental, la crise de direction politique de la bourgeoisie n'est pas encore résorbée.

Deuxièmement, la classe ouvrière en tant que telle n'a pas été frappée et la crise économique continue. Certes, vu les nombreux liens tissés avec les soldats durant les derniers mois la réussite de la riposte de Jaime Neves a certainement provoqué un traumatisme dans les rangs ouvriers. Mais il est exagéré d'affirmer que la modification des rapports sur le plan militaire se traduira directement sur le plan social. La capacité de la classe ouvrière de battre en brèche la politique gouvernementale et patronale dans le domaine des revendications matérielles reste le test décisif. Les 10 000 manifestants appelés par l'Intersyndicale et les SUV à Porto le jeudi soir révèlent que les potentialités de combativité sont importantes.

En outre, la victoire sur le plan militaire est loin d'être absolue. D'une part, diverses unités, au sein desquelles l'influence du PCP et de l'extrême-gauche est large, sont restées à l'écart des évènements et n'ont pas subi les effets démoralisants d'une défaite militaire sans résistance. D'autre part, certaines unités réagissent déjà. Ainsi le RIOQ (Régiment d'Infanterie opérationnel de Queluz) a décidé de remplacer la Police militaire dans ses fonctions. Il organise des patrouilles dans Lisbonne afin de ne pas laisser à la seule GNR-PSP le rôle de police sous l'état d'urgence.

Le succès militaire de la droite va par contre permettre de mettre sur pied une force de frappe et d'assurer le contrôle stricte des stocks d'armement, ce qui introduit un changement dans la situation. Mais cela ne résoud cependant pas dans sa totalité la crise de l'armée. Les semaines qui viennent vont permettre de mesurer plus exactement les effets des 25 et 26 novembre.

La défaite subie dans cette aventure par une partie de l'avant-garde des soldats ne peut certainement pas être comparée à celle du prolétariat allemand en janvier 1919. La position adoptée par le MES et le PRP-BR de créer un "commando unifié anti-fasciste" relève de la même orientation qui procédait à la mise à l'ordre du jour de l'insurrection armée. Cependant, il ne fait pas de doute que les coups portés permettront à la bourgeoisie de prendre des mesures de rétablissement de l'appareil d'Etat qui modifieront les termes des futures confrontations.

30 novembre 1975

avortement :

UNE LUTTE INTER/ NATIONALE

J. HEINEN

En cette "année de la femme" qui est avant tout l'année des licenciements de femmes, aujourd'hui plus que jamais, la question de l'avortement est au centre de la crise des rapports sociaux. Après les USA, après la France où le mouvement autonome des femmes avait mis ce thème à l'ordre du jour dès la fin des années 60, c'est dans le cadre de situations politiques aussi différentes que celles de l'Allemagne, de l'Italie et de la Grande-Bretagne que le problème se pose de la manière la plus aigüe. Dans ces trois pays, comme dans tous ceux où les femmes luttent pour obtenir le droit de contrôler leur corps, le droit de décider elles seules si elles veulent ou non des enfants, la question de l'avortement est directement liée à la crise sociale et politique qui menace le pouvoir de la bourgeoisie.

Crise dont les divers facteurs varient d'importance selon les pays capitalistes mais qui tous à un degré ou à un autre, contribuent à ébranler les fondements traditionnels de la société bourgeoise, et à remettre en cause le statut de la femme en particulier.

Crise idéologique touchant la famille et l'Eglise qui se traduit non seulement par une augmentation massive du nombre des divorces, mais par le fait que des couches de jeunes de plus en plus larges revendiquent leur libération sexuelle et rompent avec la morale traditionnelle, avec les notions de Devoir et Discipline telles qu'on cherche à les leur imposer.

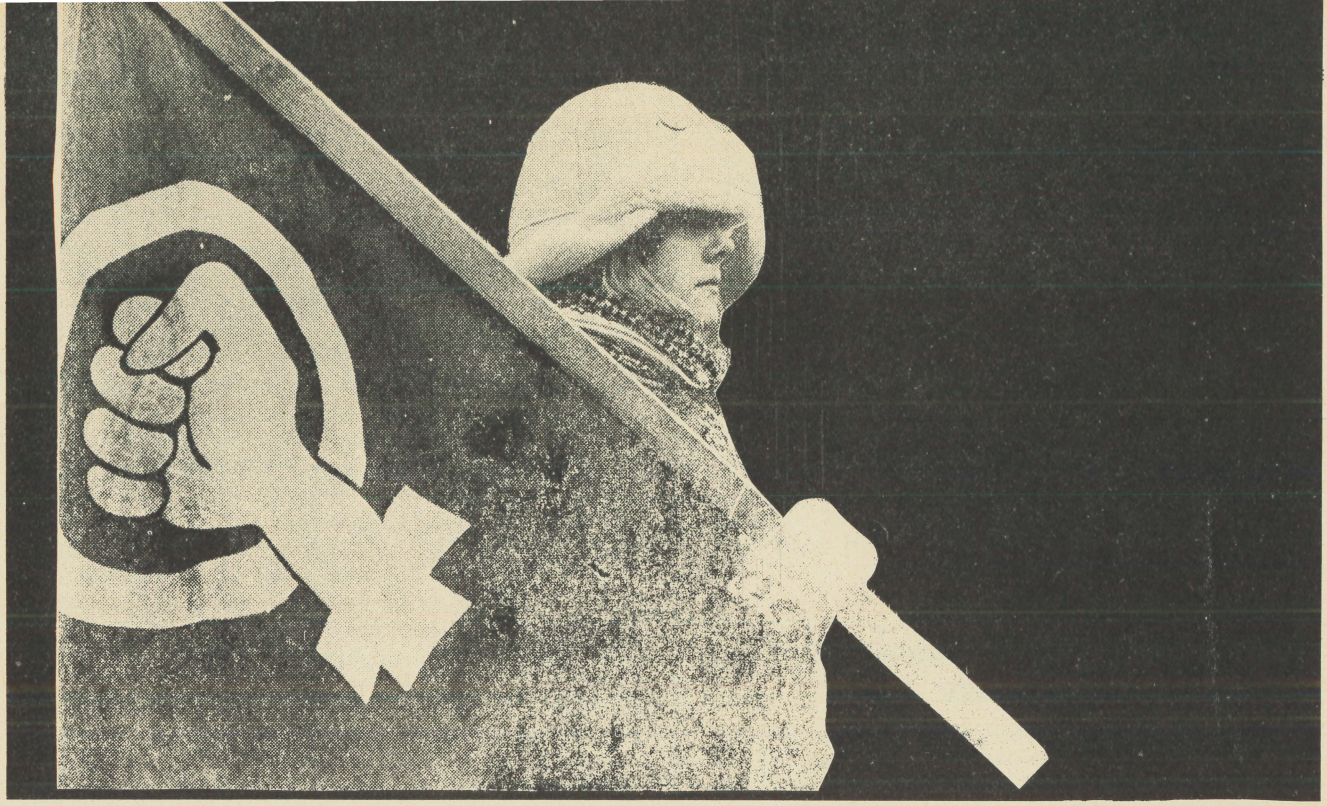
Crise économique dont les femmes sont les premières victimes, impliquant des licenciements massifs et une réduction drastique des investissements dans les secteurs sociaux tels que la santé, les écoles, les crèches, etc.

Crise politique qui, avec l'affaiblissement des principaux partis représentant les intérêts de la bourgeoisie avancée, participe à l'émergence de courants réactionnaires et fascisants, grands défenseurs de l'Ordre et ennemis des femmes luttant pour leur émancipation.

Crise du stalinisme enfin, qui, avec la faillite du réformisme, révèle les carences du mouvement ouvrier quant à la bataille à mener contre l'oppression de la femme.

La crise idéologique: l' Italie

En ce qui concerne la crise de la famille et la crise de confiance dans l'Eglise, l'exemple de l'Italie aujourd'hui est très explicite.
Dans ce pays, où le pourcentage de femmes ayant une activité professionnelle est le plus faible d'Europe étant donné le poids qu'a encore la notion de "femme au foyer" dans ce pays où, jusqu'il y a peu, on ne prononçait le mot "avortement" qu'en tremblant et où les 3 millions de femmes qui avortaient illégalement chaque année le faisaient dans le secret le plus absolu et dans des conditions hygiéniques déplorables, il a suffi du vote victorieux de la gauche sur la question du divorce il y a à peine un an et demi pour que soient ébranlés les uns après les autres les tabous les plus forts de la morale traditionnelle. En effet, après l'échec du referendum lancé par la Démocratie Chrétienne pour abolir la loi extrêmement restrictive sur le divorce, des milliers d'hommes et surtout de femmes ont commencé à prendre la parole et à s'organiser pour mettre à jour tous les autres aspects de la vie quotidienne qui sous-tendent l'oppression de la femme : l'absence d'éducation concernant la contraception, l'interdiction d'avorter, etc.



Pour obtenir l'abolition de la loi italienne datant de la période fasciste qui prévoit de une à cinq années de prison pour tout avortement - celui-ci étant assimilé à un assassinat - et pour protester contre l'arrestation d'Adèle Faccio, directrice à Florence d'un centre d'information sur la stérilisation et l'avortement, le Parti radical, le Parti socialiste italien et les organisations d'extrême-gauche ont lancé le printemps dernier une pétition qui a obtenu 700.000 signatures en moins de trois mois.

Mais ce qu'il faut relever, c'est la mobilisation existant depuis plus d'une année dans les entreprises, dans les écoles, les quartiers, c'est la naissance de collectifs de femmes ou de groupes mixtes réclamant l'avortement libre et gratuit et les subventions étatiques nécessaires pour concrétiser cette revendication.

Inquiète devant ce mouvement, la bourgeoisie italienne a cru devoir lâcher un peu de lest en faisant aboutir un projet de loi qui dormait dans les cartons depuis 71 : celui-ci rend la femme italienne égale à l'homme devant la loi, sinon devant les faits. Elle a également accepté de voter cet été - sur la proposition de "l'Union des femmes italiennes", organisation contrôlée par le PCI - une loi permettant la création de plannings familiaux au niveau national. Une réaction immédiate s'est faite au sein du mouvement pour l'avortement libre et gratuit face à l'ambiguité de ce dernier texte. Il permet en effet d'allouer les sommes prévues à des cliniques privées au cas où la réforme du secteur hospitalier serait trop lente pour que de tels centres soient incorporés aux établissements publics. Pour empêcher toute spéculation sur la santé des femmes, de même que l'accaparement d'investissements publics par des cliniques privées, des coordinations entre les différents groupes se sont organisées au niveau des villes : elles mettent en avant une plate-forme commune exigeant que la nouvelle loi soit utilisée afin de créer des centres hospitaliers pour les femmes où celles-ci puissent exercer un contrôle sur le type d'informations qui leur est donné, ainsi que sur la qualité des soins. Ceci afin d'éviter que les trusts pharmaceutiques ne profitent de la situation. Parallèlement, les femmes pourront organiser la lutte pour le droit à l'avortement libre et gratuit dans les meilleures conditions possibles.

Une première rencontre nationale de tous ces groupes a eu lieu à Bologne les 11 et 12 octobre derniers. Elle a permis aux 500 femmes présentes de faire le point sur la situation et d'échanger leurs expériences. Bien sûr, cette première discussion n'a pas pu apporter une réponse à tous les problèmes qui étaient posés : comment intervenir dans les centres de consultation, dans les écoles ? Comment concilier l'autonomie du mouvement de femmes et la nécessité d'un travail permanent avec le mouvement mixte sur l'avortement ? Comment sensibiliser le mouvement ouvrier sur ces thèmes ? etc. Mais elle a permis néanmoins de définir les axes de la mobilisation dans la phase ultérieure :

- une manifestation internationale le 6 décembre à Rome;
- une journée de mobilisation nationale préalable, organisée par régions.

La manifestation internationale est comprise d'une part comme un premier pas pour effectuer une jonction avec les militantes d'autres groupes autonomes de femmes et des mouve-

ments étrangers sur l'avortement ; mais c'est aussi un moyen de renforcer la mobilisation en Italie en acquérant un poids politique plus grand dans la confrontation avec l'Etat bourgeois.

La rapidité avec laquelle les idées reçues sur la question de la sexualité, de la famille et du statut des femmes dans la société se trouvent mises en question dans ce pays où l'emprise de l'Eglise est restée forte, montre la profondeur de la crise politique qui secoue l'Italie. Et le développement inégal et combiné permet à un mouvement relativement jeune d'intégrer les acquis et les expériences faites dans d'autres pays européens et d'attaquer les fondements de la société patriarcale avec d'autant plus de forces.

Les effets de la crise économique : l'exemple de l'Angleterre

Sans pouvoir analyser ici l'ensemble des effets de la crise économique pour les femmes, il faut dire l'importance, dans la question de l'avortement, de la politique menée par la bourgeoisie de la plupart des pays européens en matière d'investissements dans les secteurs sociaux, et dans celui de la santé en premier lieu.

L'exemple de la Grande-Bretagne est le plus explicite sur ce plan étant donné l'ampleur des "coupes" sombres qui ont été effectuées par le gouvernement travailliste dans les dépenses publiques en janvier dernier : ce retour en arrière signifie une attaque directe du niveau de vie des travailleurs britanniques, qu'il s'agisse des usagers ou des employés des services publics. Quand on sait que les infirmières de ce pays ont dû lutter plusieurs mois pour voir augmenter de 38% leurs salaires qui étaient parmi les plus bas de la classe ouvrière, quand on sait que près de 30 000 personnes étaient inscrites sur les listes d'attente - de plusieurs mois ! - pour obtenir un lit dans les hôpitaux du nord de l'Angleterre cet été, on comprend que la lutte contre la diminution des dépenses du secteur public concerne l'ensemble des travailleurs britanniques. Et on comprend aussi le lien existant entre cette lutte et celle relative à l'avortement libre et gratuit : le nombre des avortements effectués dans les hôpitaux d'Etat est en effet passé de 67 à 51% récemment, car en général il faut attendre un mois avant de voir un médecin et il est quasiment impossible de se faire hospitaliser dans les délais nécessaires... Pendant ce temps, la médecine privée se porte bien et le gouvernement accepte de lui venir en aide restreignant encore la part dévolue au secteur public !

Depuis la loi de 1967 autorisant l'avortement durant les 28 premières semaines de grossesse et le remboursement de celui-ci par la sécurité sociale quand il est effectué dans un hôpital d'Etat, si un pourcentage énorme de femmes a continué à avorter clandestinement dans les pires conditions depuis lors, c'est avant tout en raison de la surcharge des hôpitaux et du coût très élevé d'un avortement dans une clinique privée (prix que la majorité des travailleuses ne peut pas payer). Cependant, il ne faut pas voir dans la position réactionnaire adoptée aujourd'hui par le gouvernement sur la question de l'avortement une pure volonté de faire des économies : le coût d'un avortement - surtout par la méthode d'aspiration - n'est pas tel qu'il justifie une attaque particulière. En revanche, lorsque Wilson dit "qu'il n'est pas d'accord avec les personnes qui affirment qu'une femme devrait pouvoir revendiquer l'avortement comme un droit", il révèle sa véritable pensée. Il s'agit pour lui d'une bataille idéologique touchant au rôle de la famille, directement liée à la situation inconfortable dans laquelle se trouve le gouvernement travailliste. Celui-ci a beau se dire réformiste, il est amené par sa politique budgétaire à diminuer le nombre déjà très restreint de crèches et d'établissements pour vieillards, exigeant par là-même des femmes qu'elles reprennent en charge certaines tâches jusque là partiellement remplies par l'Etat. Et ce faisant, qu'elles renoncent au peu de liberté qu'elles avaient pu conquérir sur le plan matériel. Ce n'est donc pas le moment de leur accorder de nouveaux droits !

Derrière les arguments spécieux du député travailliste James White qui avait proposé le printemps dernier un amendement à la loi de 1967 "afin d'empêcher les abus dans le secteur privé", derrière les recommandations que vient de faire le comité ad hoc ou "Select comittee" mis sur pied pour examiner la proposition de White, il est évident qu'il y a la volonté de culpabiliser les femmes au maximum tout en leur faisant payer les conséquences de la crise économique sur le plan social. James White proposait de restreindre les clauses "sociales", de ne pas autoriser l'avortement au-delà de 20 semaines et d'empêcher toute "publicité" à ce sujet - interdiction d'écrire quoi que ce soit sur l'avortement ! Le "Select Comittee" lui, proposa que toute femme désirant avorter soit obligée de s'inscrire à un bureau spécialisé et que le département de la Santé ait le droit d'établir des quotas pour les femmes étrangères, afin qu'elles ne soient pas acceptées dans les cliniques sans autorisation.

Sans modifier fondamentalement la loi de 67, les propositions du "Select Comittee" vont néanmoins dans le sens de tous ceux qui glorifient la maternité, qui luttent farouchement contre le mouvement autonome des femmes et contre le NAC ("National Abortion Campaign", mouvement national pour l'avortement - né au printemps dernier). Le droit pour les femmes de décider librement si elles veulent ou non des enfants reste donc à conquérir, en Angleterre comme ailleurs !

C'est ce qu'a compris le NAC. A travers une campagne dont l'ampleur est sans précédent dans les pays européens, il a réussi à organiser une manifestation de 25 000 personnes en

juin dernier pour battre en brèche l'amendement de James White et il y a en partie réussi puisque celui-ci n'a finalement pas été mis au vote. De plus il a organisé les 19 et 20 octobre dernier une conférence nationale regroupant 1000 délégués. Ceux-ci se sont donnés pour tâche d'effectuer la mobilisation la plus large dans tout le pays durant les mois à venir et notamment à la fin du mois de novembre quand la session parlementaire devra réélire le Select Comittee. Les délégués des 17 fédérations syndicales locales ou nationales représentées ainsi que ceux des 69 groupes locaux du NAC ont défini comme premier objectif la nécessité d'empêcher cette réélection et de populariser la revendication de l'avortement libre et gratuit adoptée cet automne par le congrès du TUC et du Parti travailliste.

L'un des axes essentiels de la campagne menée par le NAC durant l'été a consisté en des interventions sur le secteur de la santé : en organisations de piquets devant les hôpitaux pour protester contre la pénurie de lits et contre l'attitude réactionnaire de nombreux médecins refusant de faire des avortements dans les établissements publics. L'écho de cette campagne a été très grand. Très souvent, ce sont les travailleurs et les travailleuses du secteur hospitalier eux-mêmes qui ont organisé des piquets sur l'avortement, montrant par là combien la revendication de l'avortement libre et gratuit est, pour eux, liée à toutes celles touchant à leurs conditions de travail et aux besoins de la classe ouvrière dans son ensemble.

La réaction relève la tête

L'importance de cette double bataille est d'autant plus grande que, partout où le mouvement autonome de femmes, ou un mouvement mixte sur l'avortement se sont révélés suffisamment forts pour obliger la bourgeoisie à céder partiellement devant leurs revendications, on a vu apparaître des associations réactionnaires. Leur nom varie, mais les buts proclamés sont identiques, qu'elles s'appellent "Laissez-les-vivre" "Les amis du foetus" (sic !) "Oui à la vie", la "Société pour la protection des enfants non-nés" (SPUC), etc. Presque toujours, ces sociétés sont liées à la fois aux courants les plus réactionnaires de l'Eglise catholique et aux courants d'extrême-droite, xénophobes voire fascisants. Pour eux, la volonté des femmes d'être reconnues comme les égales de l'homme est une attaque directe à tous leurs schémas racistes, à leur vision hiérarchique de la société et à leur volonté de maintenir un Ordre figé. Malgré leurs déclarations outrées et leurs démonstrations souvent ridicules, il ne faut pas sous-estimer leur importance ni leur audience, y compris au sein de la classe ouvrière. La division objective du mouvement ouvrier, son absence de réponse à la question de l'émancipation des femmes, le poids de l'idéologie bourgeoise et des images qu'on a mises dans la tête des travailleurs depuis leur plus tendre enfance, la peur du matérialisme et de tout ce qui, en général, risque de mettre en question les rapports traditionnels entre les gens, tout cela fait que ces courants ont une certaine crédibilité. Leur poids varie pourtant en fonction du soutien plus ou moins grand et plus ou moins officiel qu'ils obtiennent de l'Eglise, ainsi que de la profondeur des traditions mâles-chauvines et de l'importance du courant raciste dans un pays donné.

En Grande-Bretagne, le SPUC est très puissant, les manifestations réunissant jusqu'à 70 000 personnes qu'il avait réussi à organiser en 1970, de même que la manifestation plus récente de 30 000 personnes en avril dernier ne sont évidemment pas uniquement formées de curés ou d'adhérents à l'organisation d'Enoch Powell. Bien sûr ce mouvement est soutenu par des couches de l'élite bourgeoise comme les médecins réactionnaires : ces derniers ont mis sur pied en septembre de cette année une conférence médicale se voulant "scientifique" sur le respect à la vie humaine, à laquelle le NAC a riposté en organisant des piquets devant l'hôpital de Birmingham où elle avait lieu. Mais il n'en reste pas moins que des couches importantes de la classe ouvrière, et notamment de femmes, sont influencées par cette association. Au point qu'elles écoutent sans sourciller des déclarations comme celle de ce député, professeur de gynécologie affirmant : "Le foetus souffre exactement comme un bébé dans son lit... La seule différence, c'est que toute tentative de crier est étouffée par l'eau dans laquelle flotte l'enfant".

Qu'un tel obscurantisme puisse avoir prise sur la classe ouvrière montre d'autant plus l'importance de l'action propagandiste du NAC, de l'information, de l'éducation qui doit être faite à tous les niveaux, depuis l'école jusqu'à l'usine en passant par les syndicats.

Aux Etats-Unis, une enquête récente montre que la moitié des femmes voulant avorter en 1974 n'ont pu le faire dans le cadre hospitalier vu le manque de places ; ce sont avant tout les jeunes travailleuses et les paysannes pauvres habitant des régions où l'infrastructure hospitalière est très peu développée qui subissent les conséquences de cette situation. Ce n'est donc pas étonnant si la réaction profite de cet état de fait pour reprendre du poil de la bête.

L'Eglise catholique mène en effet une campagne hystérique "pour les droits du foetus", qualifiant l'avortement d'assassinat et elle a encouragé la condamnation du docteur Edelin, un noir américain chef de la clinique de gynécologie de l'hôpital de Boston, connu pour être un des deux seuls praticiens d'accord pour effectuer des avortements dans cet hôpital. Il a été accusé de meurtre, parce qu'une femme ayant avorté d'un foetus considéré comme viable, il n'avait pas tenté de le maintenir en vie. Pourtant, ceux qui dans les rangs de l'Eglise catholique défendent la vie du foetus au point d'exiger des équipements hospitaliers permettant qu'un foetus de 3 à 4 mois soit maintenu artificiellement

en vie au prix de milliers de dollars -, sont les mêmes qui crachent et qui jettent des pierres sur Ce sont les mêmes qui, dans les Etats du sud encouragent la stérilisation forcée des noires et des femmes mexicaines afin de limiter la population de couleur.

En France, le même problème pourrait se poser. Le MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception) a perdu beaucoup de son importance après que fut passée en janvier 1975 la loi autorisant les femmes à avorter jusqu'à la dixième semaine. Depuis lors, des organisations telles que "Laissez-les-vivre" relèvent la tête. Elles tentent aujourd''hui de rendre inefficaces les acquis obtenus par le mouvement.

Vu la faible prise en charge de la revendication de l'avortement libre et gratuit par les fédérations syndicales - même si grâce à l'action du MLAC celle-ci figure dans la plate-forme interconfédérale CGT-CFDT -, les réactionnaires de tout poil se sentent relativement à l'aise pour mener leur campagne. Ils se proposent "d'isoler les avorteurs de la nation en recommandant au public de s'adresser aux médecins respectant la vie humaine". Et ils veulent "provoquer d'autre part une contestation civique consistant à demander jusque devant les tribunaux le remboursement de la fraction de l'impôt et des cotisations sociales correspondant au financement de l'avortement légal". Ce mouvement qui déclare aujourd' hui plus de 20 000 adhérents a l'intention de publier la liste des quelques 1500 médecins qui sont opposés à l'avortement. Il se vante par ailleurs d'avoir empêché, depuis sa création en 71, 5 à 6% des femmes qui voulaient avorter de le faire, ceci grâce à l'Association "SOS - futures mères" à laquelle il est lié.

Face à cela, la tâche des révolutionnaires n'est pas de fermer les yeux et de minimiser un tel courant, mais de tout faire pour que le mouvement ouvrier dans son ensemble prenne la défense du droit élémentaire - et pour l'instant combien réduit ! -qui a été conquis récemment. Il faut impulser partout où c'est possible des débats et des actions montrant le lien existant entre l'exploitation et l'oppression spécifique de la femme, entre les visées réactionnaires d'une partie de la bourgeoisie et les intérêts de l'ensemble du patronat. Celui-ci est trop heureux d'avoir à sa disposition une main d'oeuvre malléable et corvéable à merci parce que non qualifiée, peu organisée dans les syndicats et presque toujours soumise à l'idée que le travail de la femme n'est qu'un travail secondaire et ne mérite qu'un salaire d'appoint.

Ce qui est vrai pour la France l'est encore plus pour la Suisse. Dans ce pays, les femmes n'ont même pas encore conquis le droit d'avorter et les syndicats ne font que soutenir mollement une initiative revendiquant la liberté de l'avortement pendant les 3 premiers mois. Mais les tenants du "Oui à la vie", eux, y ont déjà organisé un congrès mettant l'accent sur le fait que "l'avortement est un meurtre et que la déculpabilisation encourage au crime". A Genève, le MLF a occupé les lo-

caux du PDC pour le désigner "comme ennemi des femmes puisque c'est lui qui a bloqué les débats sur l'avortement lors de la dernière session des chambres" et les camarades en ont profité pour sortir sur ses presses... un bulletin sur l'avortement !

Mais l'impact de cette riposte sur la classe ouvrière restera très faible tant que les syndicats n'accepteront pas de participer eux-mêmes à cette lutte. Le Congrès féminin de l'Union syndicale suisse (centrale syndicale regroupant toutes les fédérations laïques) qui se tient à la fin du mois, permettra peut-être de faire un premier pas en ce sens.

Si, dans ces différents pays - et on pourrait citer bien d'autres exemples - les mouvements s'acharnant à contester le droit de la femme à contrôler son propre corps ont pu se développer pareillement, c'est que l'aile de la bourgeoisie qui affiche des positions plus avancées sur la question n'a pas éprouvé le besoin d'intervenir contre ce courant réactionnaire (ou qu'elle n'en a pas les moyens). Cela prouve une chose : si elle a cédé en concédant des lois plus ou moins progressistes selon les pays, ce n'est pas parce qu'elle voulait "sincèrement" la libération de la femme. C'est qu'il s'agissait pour elle d'endiguer un mouvement de radicalisation des femmes devenant dangereux ; il risquait de contaminer d'autres secteurs de la population et, par sa mise en question de l'oppression de la femme et de la famille nucléaire, de mettre à nu les fondements mêmes de la société patriarcale.

La politique de la bourgeoisie «progressiste»

Les gouvernements qui ont fait tellement d'histoires pour accepter de diffuser la pilule et qui sont encore extrêmement réticents face à toute propagande là-dessus, n'ont pas hésité depuis des années à accorder une aide financière importante à l'Inde pour que les autorités de ce pays puissent imposer l'utilisation de la contraception aux femmes indiennes afin de limiter l'augmentation de la natalité. Au point que le docteur Allan Barnes, de la fondation Rockefeller, qui se plaint que les femmes exigent sans cesse une amélioration des moyens contraceptifs n'hésite pas à déclarer: "Si le contraceptif idéal était découvert aujourd'hui, il ne serait certainement pas introduit aux Etats-Unis, mais dans un pays comme l'Inde où il y a un marché beaucoup plus large et avide de ce genre de produit". Par contraceptif "idéal" ce monsieur veut dire bien sûr un contraceptif rentable et non pas efficace comme les femmes ont le culot de le demander !

Le seul problème qui importe à la bourgeoisie en ce qui concerne l'avortement, c'est moins une question économique en définitive (sauf en cas de ce qu'elle appelle la "surpopulation") qu'une question politique. A savoir le problème de la remise en cause par les femmes du statut qui est le leur dans la société. Dans des pays comme l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande où l'influence de l'Eglise catholique reste très forte, la bourgeoisie se montre encore totalement opposée à toute libéralisation. Mais il n'est que de voir l'exemple de l'Italie, cité plus haut, pour constater qu'elle ne pourra garder cette

attitude longtemps. Dans tous les autres pays, la plupart des partis bourgeois ont compris qu'ils avaient intérêt à faire des concessions si cela pouvait éviter un approfondissement de la crise sociale. Dans ce sens, il est essentiel pour eux d'empêcher les femmes de devenir réellement autonomes : car que deviendra la famille si elles prennent conscience de leurs droits ? Et si la famille est ébranlée, que deviendra l'ordre moral ? Et que deviendra la main-d'oeuvre bon marché le jour où les femmes seront assez fortes pour exiger des salaires identiques à ceux des hommes ?

La responsabilité des réformistes

La position des réformistes contribue largement à empêcher cette prise de conscience chez les travailleuses car ils laissent subsister toutes les illusions parlementaristes, faisant de l'avortement un simple problème de lois. Ils ne vont ni dans le sens d'une remise en question du statut de la femme, ni de celui de la famille.

La position de tous les partis communistes européens est assez explicite à ce sujet. Depuis le PCI qui, lors de la campagne sur le divorce affirmait "non, le divorce ne détruit pas la famille !" et qui, dans sa proposition de loi sur l'avortement, admet que la femme doit être punie si elle a avorté sans faire de demande préalable... jusqu'au PCF qui a toujours refusé de soutenir le MLAC et qui déclarait encore récemment : "La famille où naissent et grandissent les futurs producteurs est un facteur indispensable de l'existence de l'humanité et de sa marche constante vers le progrès".

Fondamentalement limités par une idéologie qui cherche à concilier la place traditionnelle de la femme au foyer et son droit au travail, les staliniens parlent toujours de "compensation" pour les femmes sans jamais remettre en cause leur rôle dans la famille. En ce qui concerne l'avortement, il s'agit pour eux d'un ultime recours dont il ne faut pas abuser. En Suisse, le médecin qui, sur cette question, est le porte-parole du Parti du Travail (version helvétique du PC) affirme sans sourciller qu'il arrive à convaincre un tiers des femmes venant le consulter de garder leur enfant...

Si aujourd'hui, certains représentants du Parti communiste commencent timidement à faire la critique de la structure familiale traditionnelle c'est sous la pression des revendications avancées par les mouvements autonomes des femmes auxquelles les militantes communistes sont sensibles, et afin de ne pas se couper d'une partie de leur base.

C'est vrai aussi pour la social-démocratie, quoique avec des nuances.

Les positions du SPD

Là où le petit parti socialiste italien se montre plus progressiste que le PCI parce qu'il a une carte à jouer pour regagner une certaine crédibilité la social-démocratie allemande en revanche, montre son vrai visage : celui d'un parti gouvernemental menant une politique bourgeoise et tributaire aussi bien des positions droitières de la plupart de ses députés que de celles de ses alliés bourgeois. Lors de son dernier congrès en 1973, le SPD s'était prononcé pour la liberté de l'avortement : 80% des femmes en Allemagne s'étaient en effet montrées favorables à l'abrogation définitive du paragraphe 218 de la Constitution introduit sous Bismarck et faisant de l'avortement un crime. Pour le SPD, ce n'était pas un mince argument d'un point de vue électoral, surtout qu'il s'agissait d'une réforme qui ne coûte pas cher.

Malgré cela, on a vu certains de ses députés se prononcer contre la libéralisation de l'avortement au moment du vote favorable au parlement en juin 74. Et on a vu surtout la direction du parti ne pas broncher d'une oreille lorsque la Cour suprême de Karlsruhe déclara 6 mois plus tard que la nouvelle loi adoptée était inconstitutionnelle. (Même s'il est vrai que de nombreux militants de base et syndicalistes du PS descendirent spontanément dans la rue pour protester aux côtés de milliers d'autres personnes contre ce jugement inique rendu par 7 juges).

"La loi, c'est la loi"... et la loi est faite au nom du peuple, même si ce n'est pas ce dernier qui l'a faite ! Cette saine reflexion a sans doute amené le SPD à faire aujourd'hui une nouvelle proposition dans le cadre du débat qui va reprendre au parlement sur la question de l'avortement. Pas question de revendiquer purement et simplement l'abolition du paragraphe 218 comme le demandent les groupes de femmes allemandes et le mouvement de "l'action pour l'avortement" né cet automne. Non, la solution proposée par les sociaux-démocrates (qui parait proche de la solution des délais adoptée par les députés allemands) ne change rien en fait à la situation présente. L'avortement reste un crime, il n'est pas remboursé et si le médecin que la femme va consulter refuse de lui donner une autorisation pour avorter, elle ne peut plus le faire illégalement car elle est enregistrée comme femme enceinte ! Si elle le fait néanmoins, elle encourt automatiquement une condamnation.

Par leurs positions, les staliniens comme les sociaux-démocrates font le jeu de la bourgeoisie réformer tenter d'intégrer tout mouvement naissant, concéder le minimum, ne rien remettre en question de fondamental.

Il est évident cependant que les uns comme les autres peuvent être amenés à des tournants à gauche : face à la crise d'autorité et à la crise de la famille en particulier qui a pris une place de plus en plus importante dans la jeunesse, face à l'impact qu'a le MLF sur l'ensemble des femmes - même si pour beaucoup cela se traduit encore par une réaction de rejet - la position des

réformistes n'est guère crédible. Ils ne pourront se montrer aussi rétrogrades qu'aussi longtemps que le mouvement de radicalisation sur ces question restera marginal au mouvement ouvrier (ce qui est encore largement le cas, exception faite d'un début de modification en Grande-Bretagne, comme on l'a vu plus haut).

L'importance des mobilisations à venir

Il devient dès lors essentiel que les révolutionnaires, partout où ils sont présents soient non seulement actifs dans les campagnes à mener pour l'obtention ou la défense du droit à l'avortement libre et gratuit, mais qu'ils axent leur intervention en direction du mouvement ouvrier. Les exemples donnés plus haut de la radicalisation des travailleuses montrent qu'une jonction commence à être possible entre ce dernier et le mouvement autonome de femmes, jusqu'ici majoritairement composé de travailleuses intellectuelles - pour la plupart inorganisées, étudiantes ou femmes d'origine bourgeoise qui s'étaient radicalisées à partir de mai 68. Et cette jonction s'avère possible même aux USA où la lutte de classe est à un niveau très bas, même en Italie où le phallocratisme dominant est un obstacle encore plus grand qu'ailleurs à la prise de conscience des femmes de la classe ouvrière.

Le succès fantastique de la grève des femmes islandaises le 24 octobre - qui a été suivie à 95% par les salariées et soutenue massivement par les femmes au foyer - est un signe de plus de la capacité des travailleuses à s'organiser pour refuser de continuer à être celles qu'on opprime et qu'on exploite le plus. En paralysant totalement l'activité des postes, des banques et de la plupart des bureaux, elles ont fait la preuve de leur force.

Les nombreux groupes femmes d'entreprise qui sont nés récemment en France montrent aussi que ce qu'on appelle le "MLF" a un visage beaucoup plus complexe qu'il y a un ou deux ans. Souvent apparus pendant ou après des luttes menées sur des revendications immédiates par l'ensemble des travailleurs, ces groupes femmes existent aujourd'hui parce que, pendant la lutte précisément, les femmes ont pris conscience des problèmes spécifiques qui sont les leurs, notamment en constatant que c'était toujours elles qui devaient quitter les assemblées générales pour s'occuper des enfants sous prétexte qu'il n'y avait pas de crèche. Et l'inégalité entre un gréviste homme et une gréviste femme subsistait dans le simple fait que c'était toujours les hommes qui s'exprimaient. En s'organisant entre elles pour essayer de rompre avec cet état de chose, elles ont de fait rejoint les rangs du mouvement autonome, même si elles ne se reconnaissent pas dans le sigle "MLF".

Les femmes qui militent dans ces groupes voient bien la nécessité d'obliger le syndicat à prendre position sur tous les problèmes qui les touchent. Et c'est d'elles que dépendra en grande partie son refus ou son acceptation de s'engager activement dans la bataille sur l'avortement.

Mais cela dépendra tout autant de la capacité qu'auront les organisations révolutionnaires - et les marxistes-révolutionnaires en particulier- de construire un mouvement fort sur l'avortement. Un mouvement représentatif de toutes les couches sociales exploitées et opprimées, où les organisations ouvrières seront représentées, mais un mouvement qui soit capable aussi d'intégrer toutes celles et tous ceux qui, bien que n'étant pas organisés, sont néanmoins sensibilisés sur cette question et prêts à militer pour faire reculer la bourgeoisie.

C'est dans ce sens que vont nos camarades de l'IMG en Grande-Bretagne qui ont su, par leur travail impulser la création de dizaines de groupes du NAC et de sa coordination centrale.

De même que nos camarades italiens des GCR dont l'activité dans les collectifs féminins et dans les groupes mixtes sur l'avortement a pour beaucoup contribué à réaliser le début de centralisation du mouvement évoqué plus haut.

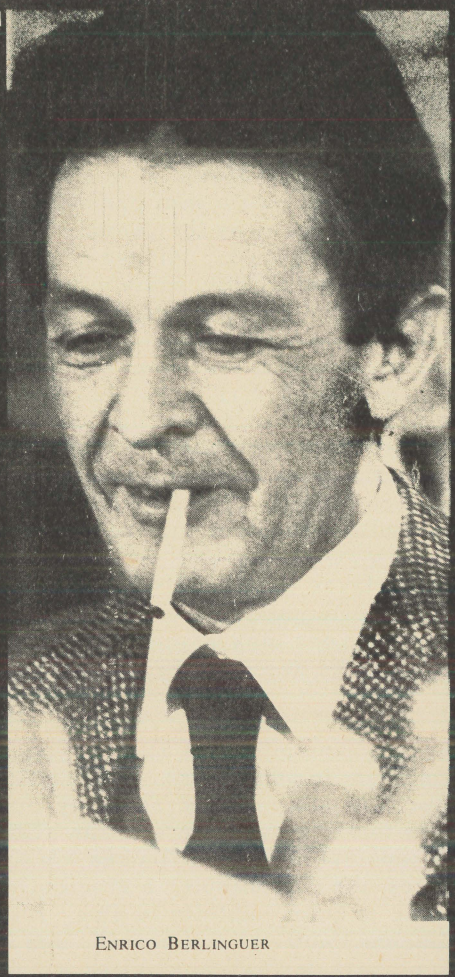
En Allemagne, où la naissance du mouvement est récente, tout reste à faire pour lui donner une ampleur telle qu'il oblige le gouvernement Schmidt et le Parlement à céder devant ses revendications. Mais la manifestation qui a eu lieu à Francfort le 26 octobre, si elle n'a réuni que 5 à 6000 personnes, ce qui est insuffisant, est un premier pas dans ce sens.
Il s'agit maintenant de consolider la campagne en gagnant des groupes de femmes et des groupes syndicaux à la perspective de cette lutte afin de faire céder les députés au moment du débat parlementaire et de redonner confiance à toutes celles qui avaient eu tendance à se décourager après le jugement de Karlsruhe. Il faut leur montrer que la lutte doit et peut continuer sur tous les autres terrains relatifs à l'oppression de la femme.

C'est sur cette même voie que doivent s'engager les marxistes révolutionnaires dans tous les pays, en avançant systématiquement leurs propres revendications pour faire progresser le débat, mais en étant attentifs au fait que le nouvel aspect de la radicalisation qui s'opère sur le thème de l'oppression de la femme, et plus particulièrement de l'avortement, permet précisément aujourd'hui que ces questions recommencent à être discutées et prises en charge par le mouvement ouvrier.

Dans ce sens, la manifestation internationale organisée par la coordination italienne, et prévue à Rome pour le 6 décembre, sera le lieu d'une rencontre internationale pour des délégations de tous les mouvements européens qui luttent pour la liberté de l'avortement, elle devrait permettre de définir la possibilité d'actions communes ultérieurement.

LA DECLARATION COMMUNE P.C.I-P.C.F

Georges Marchais



ENRICO BERLINGUER

LIVIO MAITAN

une nouvelle carte du néo-réformisme

La déclaration commune du PCI et du PCF du 13 novembre passé, dont personne ne peut nier l'importance, a été inspirée, en premier lieu par des motifs politico-tactiques internes au mouvement communiste international. Il ne fait aucun doute que, dans la perspective de la conférence européenne des Partis communistes, Berlinguer et Marchais ont voulu préciser davantage leurs positions, clarifiant à l'avance le fait que leur orientation actuelle ne pourra en tout cas pas être influencée par d'éventuelles résolutions de la conférence (ou d'éventuelles réticences ou ambiguités d'un texte de compromis). Une telle précision était d'autant plus nécessaire que, il y a quelques mois, la "Pravda", reprenant une interprétation du léninisme que les dirigeants du PC italien et du PC français avaient immédiatement rejetée, avait fait savoir indirectement que Brejnev et compagnie considéraient non sans préoccupation l'évolution des plus grands partis communistes du monde capitaliste. Le fait que la déclaration du 13 novembre

soit faite sous une forme aussi compromettante de la part d'un PCF qui, traditionnellement avait pris ses distances plus prudemment par rapport aux soviétiques et qu'elle fasse suite à la déclaration Berlinguer-Carillo de juillet dernier indique que, désormais s'est constitué un pôle des PC d'Europe occidentale, décidés à faire valoir une autonomie politique et théorique toujours plus grande. (Soit dit entre parenthèses, au même moment le PC britannique donnait un autre motif de mécontentement au PCUS en prenant formellement position en faveur des opposants frappés par la répression bureaucratique en URSS. Dans un commentaire publié dans "Le Monde", Alberto Jacoviello, rédacteur en chef de l' "Unità", organe officiel du PCI, n'a pas hésité à affirmer explicitament "Les divergences entre les deux forces communistes d'Europe occidentale n'avaient pas peu contribué jusqu'à présent au maintien d'une hégémonie extérieure. La brèche se referme".

Un «accord sur les problèmes essentiels»

Deuxièmement, les signataires de la déclaration avaient des raisons plus particulières pour célébrer solennellement leur "accord sur les problèmes essentiels" (pour reprendre le grand titre de l' "Humanité". Berlinguer préfère évidemment se garantir contre les risques de rappels plus ou moins explicites à l'orthodoxie de la part du parti frère français et d'être donc à l'abri de toute utilisation interne de ces critiques éventuelles. Marchais, menacé par la remontée du Parti socialiste, a encore plus besoin d'une caution influente. Il a besoin de ne pas s'entendre opposer les orientations des camarades italiens. Il a besoin de combiner des positions tactiques conjoncturellement plus dures et en apparence plus intransigeantes, avec une affirmation toujours plus explicite de la "cohérence démocratique", du caractère organique de ses choix tactiques.

Mais il ne fait aucun doute que c'est la situation actuelle en Europe capitaliste qui a principalement stimulé cette déclaration. Les dirigeants des PC n'utilisent plus les catégories de situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire (c'est un autre signe de décadence théorique et de régression politique). Ils ne peuvent cependant pas ignorer la réalité d'une crise qui bouleverse de nombreux pays du continent et qui "touche tous les aspects de la vie économique, sociale, politique, morale et culturelle". Ils ne peuvent ignorer que des couches toujours plus larges de la classe ouvrière se posent non seulement des problèmes d'orientation politique et tactique immédiats, mais également des problèmes de fond de la lutte pour le passage au socialisme. Les évènements portugais des derniers mois ont fait exploser cette exigence de façon péremptoire. La déclaration du 13 novembre se veut une réponse à ces besoins. Certes, les idées et les indications qu'elle contient ne représentent pas une nouveauté substantielle par rapport aux textes approuvés séparément par les deux partis. Mais il est important que certaines positions soient réaffirmées maintenant de façon plus explicite et conjointement, non pas dans des documents portés à la connaissance des militants et des observateurs intéressés, mais dans un document destiné à avoir un large écho international.

Il est important que le PCF ait surmonté les derniers obstacles, se décidant à tirer toutes les implications d'une conception qu'il avait, par le passé cherché à masquer derrière les rideaux de fumée de rappels stéréotypés à l'orthodoxie.

La déclaration se veut donc une espèce de carte de la stratégie des partis communistes en Europe occidentale. Disons même la carte d'un néo-réformisme qui, malgré les proclamations de nouveauté et d'originalité, reprend tous les concepts essentiels parfois même la terminologie de la social-démocratie de la II° Internationale. Le titre de l'article déjà cité de Jacoviello :"A la recherche d'un socialisme possible" est en lui-même indicatif de l'inspiration réformiste et gradualiste du document (1).

Un document réformiste et gradualiste

Le document part de la constation de la "crise qui frappe le système capitaliste dans son ensemble et qui affecte tous les rapports économiques à l'échelle mondiale". Il n'en conclut pas que la rupture du cadre du système et le renversement d'un mécanisme économique basé sur l'exploitation et le profit sont la condition pour sortir de l'impasse, mais que la "classe ouvrière et les masses populaires peuvent, par la lutte, imposer de nouvelles conquêtes, ouvrir la voie à un nouveau progrès social et démocratique" et que le PCI et le PCF, tandis qu'ils "mènent la lutte pour les intérêts immédiats des travailleurs et des masses populaires, agissent en même temps pour une politique de réformes démocratiques profondes qui permettent de résoudre les graves problèmes économiques sociaux et politiques de leur pays", La perspective donc, n'est pas celle d'une lutte pour le socialisme, mais d'une lutte pour une démocratie "avancée" dans laquelle des réformes seraient réalisées. On pourrait, à ce sujet, poser une simple question aux bureaucrates : Y-a-t-il une contradiction énorme entre le fait que, il y a plus d'un demi-siècle, au moment de leur fondation, le PCI et le PCF mettaient à l'ordre du jour une révolution socialiste et le fait que, aujourd'hui, dans un contexte de crise bien plus profonde du système à l'échelle mondiale et en particulier en Europe, ils parlent de façon générale de réformes démocratiques et n'avancent pas comme objectif, dans cette phase, le renversement du capitalisme ?

Afin d'enlever tous les doutes sur leur rupture avec les "vieilles" conceptions et avec les "vieux" schémas, le PCI et le PCF précisent : "Communistes italiens et français considèrent que la

marche au socialisme et l'édification de la société socialiste qu'ils proposent comme perspective dans leurs pays respectifs, doivent se réaliser dans le cadre d'une démocratisation continue de la vie économique, sociale et politique. Le socialisme constitue un stade supérieur de la démocratie et de la liberté, la démocratie poussée jusqu'au bout". Le saut qualitatif de la rupture révolutionnaire, la destruction de l'appareil d'Etat de la classe dominante disparaissent totalement. Le passage au socialisme est conçu comme un processus de transformation graduelle dans le cadre "démocratique" pré-existant rempli progressivement de divers contenus. Bernstein et les autres classiques du socialisme réformiste : voici les vrais précurseurs de cette prétendue "nouveauté"!

Pour sa part, le PCI avait eu la possibilité d'exposer une énième fois la conception qui inspire la déclaration dans une récente polémique contre la "Pravda" : "Le fait nouveau et essentiel que Zadorov ne voit pas - écrit dans le n° 41 de "Rinascita" Luciano Gruppi, spécialiste en polémique idéologique et membre de la délégation du PCI lors de la rencontre avec le PCF - c'est que nous ne nous trouvons pas seulement face, mais dans une démocratie parlementaire qui n'existerait pas si elle n'avait pas été conquise et défendue par une lutte des forces démocratiques dans laquelle la classe ouvrière et ses partis ont eu un rôle prédominant. La critique du marxisme à la démocratie bourgeoise et au parlementarisme ne tombe pas, mais la tâche d'en surmonter les limites et les vices se pose comme une tâche dans le cadre de ces institutions, pour les lier au peuple, aux travailleurs, de façon nouvelle, pour enrichir compléter et renforcer la démocratie, en dépassant ses limites actuelles, en l'articulant autour d'institutions décentrées à la base, en lui donnant de nouveaux contenus économiques et sociaux". Il n'y a pas plus clair !

La déclaration va dans le même sens quand, précisant une nouvelle fois, elle affirme que la transformation politique et sociale prévue" exige l'existence d'institutions démocratiques pleinement représentatives de la souveraineté populaire, la garantie et l'extension de leurs pouvoirs le libre exercice du suffrage universel, direct et proportionnel. C'est dans ce cadre que les deux partis - qui ont toujours respecté et respecteront toujours le verdict du suffrage universel - conçoivent l'accession des classes laborieuses à la direction de l'Etat... Leur attitude n'est pas tactique mais découle de leur analyse des conditions matérielles et historiques de leurs pays respectifs, de leur réflexion sur l'ensemble de l'expérience internationale".

A la sauce de la collaboration de classes

La différence des formations politiques dans les deux pays dans la phase actuelle a empêché les dirigeants du PCI et du PCF d'utiliser des formules ponctuelles en ce qui concerne le problème des alliances nécessaires pour développer leur stratégie et, avant tout, pour débloquer la situation actuelle. C'est pourquoi la déclaration, après avoir rappelé la nécessité de mobiliser la majorité du peuple autour de la classe ouvrière, reprend la conception selon laquelle l' "ennemie principal" de la classe ouvrière ne serait pas le capital en tant que tel, mais le capital monopolistique et elle en tire la nécessité d'une "libre entente des différentes forces sociales et politiques, dans laquelle la classe ouvrière unie doit affirmer son aptitude à exercer son rôle dirigeant". Au-delà du caractère prudent de la formule, c'est une politique de collaboration avec la bourgeoisie ou, pour le moins, avec des secteurs de la bourgeoisie. L'orientation actuelle du PCI, basée sur la perspective d'un compromis historique qui inclut la démocratie-chrétienne elle-même, est une confirmation non équivoque du contenu des formules utilisées.

Le rappel de la "coexistence pacifique" comme "un terrain plus favorable à la lutte contre l'impérialisme, pour la démocratie et le socialisme (2), et l'affirmation de l'exigence d'une "démocratisation des orientations et du fonctionnement de la C. E. E. en faveur de la constitution d'une Europe démocratique, pacifique et indépendante" constituent une espèce de couronnement de la stratégie réformiste des deux partis. Il ne fait aucun doute que, en ce qui concerne le Marché commun et ses institutions, c'est une fois de plus le PCF qui s'est adapté, après des hésitations et réticences non négligeables, à la plus grande cohérence du PCI. Que la démocratisation des institutions communautaires soit une perspective non moins fumeuse et utopique que celle du fameux "contrôle démocratique" sur les monopoles, c'est une autre histoire.

C'est une histoire qui concerne plus généralement la perspective de la déclaration commune. Contrairement à Jacoviello qui, comme nous l'avons vu, parle de "socialisme possible" la stratégie mise en avant se fonde sur des présupposés que l'expérience historique - le Chili, et proportionnellement également le Portugal, - a montré concrètement dépourvus de tout fondement.

Les articles de Berlinguer dans "Rinascita" au lendemain du renversement du gouvernement d'Unité populaire, sont peut-être le document le plus explicite à ce sujet. L'idée non exprimée - ou exprimée de façon allusive - est que l'Unité populaire a commis des erreurs maximalistes et sectaires, portant préjudice à la réalisation d'alliances plus larges.

L'idée énoncée clairement est qu'une majorité électorale n'est pas suffisante et qu'il est nécessaire de chercher à établir des alliances et convergences également avec les forces restées en dehors de l'éventuel bloc électoral victorieux (au Chili, comme en Italie, cela signifie rechercher une collaboration systématique avec la dé-

mocratie-chrétienne). Il est à peine besoin de rappeler que, en ce qui concerne le Portugal, la déclaration est prudente dans ses formulations mais sous-entend un jugement que le PCI a exprimé ouvertement et à plusieurs reprises, à savoir que le PCP a commis des erreurs de sectarisme et d'aventurisme.

La première réalité que les néo-réformistes tendent à ignorer c'est que l'interférence de l'impérialisme est une donnée non éliminable, même lorsque les rapports de force empêchent une intervention directe. Il est tout à fait illusoire de penser que des concessions plus ou moins concrètes puissent amener les impérialistes à accepter la perspective d'une évolution pacifique, à respecter les règles d'un jeu démocratique abstrait. Il ne sert pas à grand chose non plus de prendre des positions comme celle prise récemment par le PCI minimisant la signification de prises de position de Washington hostiles à toute participation du PCI au gouvernement (ou pire, présentant sous un jour complètement faux le voyage d'une délégation parlementaire italienne aux Etats-Unis) (3).

La seconde réalité est que, dans une période de crise profonde du système et quand se créent des situations comme celle du Chili de 1971 à 1973 ou celle du Portugal aujourd'hui, il est impossible d'éviter que ne se forme une cristallisation des forces conservatrices et réactionnaires et il sera extrêmement difficile, même si possible dans l'abstrait, d'éviter que cette cristallisation n'implique des couches petites-bourgeoises, destinées à faire en premier les frais d'une situation de crise prolongée. L'expérience chilienne a montré exactement le contraire de ce que prétendent les bureaucrates néo-réformistes : Allende et le PC chilien se sont placés sur le terrain des concessions continuelles, ils n'ont pas voulu imposer une solution radicale, révolutionnaire des problèmes, et ils ont vu s'accroître progressivement l'hostilité, non seulement de la grande bourgeoisie, mais également de couches consistantes de la moyenne et de la petite bourgeoisie. Un développement analogue se dessine au Portugal.

Croire que dans des situations similaires la lutte de classes puisse être canalisée dans le lit des institutions démocratiques bourgeoises est une illusion désastreuse : les épreuves de force sont inévitables, sur tous les plans, et les rapports de forces dans l'action, dans la mobilisation directe sont décisifs. Si au Portugal on n'a pas assisté à l'issue chilienne, et si il est peu probable qu'une telle issue se concrétise à court terme, ce n'est pas parce que le processus portugais a été plus modéré, ou plus équilibré, ou parce que les gouvernements qui se sont succédé après la chute de Caetano ont été moins "maximalistes" que le gouvernement Allende et ont mené une politique d'alliance plus sage (on pourrait plutôt dire le contraire), mais parce que le processus de désagrégation de l'appareil d'Etat a été beaucoup plus profond, investissant même totalement l'appareil militaire, et parce que les masses ont réussi à exprimer, plus qu'au Chili, des embryons de double pouvoir.

En réalité, après l'exemple chilien, l'exemple portugais montre l'inconsistance fondamentale de la stratégie mise en avant par le PCI et le PCF. Le présupposé qui veut que, avec une ligne comme celle suggérée par la plate-forme les problèmes de la lutte pour la transition au socialisme peuvent se poser en termes différents non seulement de la révolution russe de 1917, mais également du Portugal de 1975 est radicalement faux. Dans la mesure où se produisent des crises révolutionnaires, les mécanismes "normaux", les structures démocratiques bourgeoises sautent ou ont tendance à sauter et les exigences de la lutte de la classe ouvrière ne peuvent pas être satisfaites, même partiellement, par une perspective politique qui ne dépasse pas le cadre du système. La déclaration commune ne fait même pas allusion aux problèmes cruciaux, non pas d'un développement politique conçu comme possible dans l'abstrait, mais d'un processus révolutionnaire concret comme celui du Portugal d'aujourd'hui et de l'Espagne de demain. Dans la mesure où les deux partis se sont occupés, à d'autres occasions, des organismes nés, par exemple des luttes de 1969 en Italie ou lorsqu'ils ont fixé leur orientation par rapport à l'armée, ils ont conçus ces organismes potentiels de double pouvoir comme des instruments auxiliaires de la démocratie bourgeoise et ont donné comme objectif une "démocratisation" de l'appareil militaire en termes assez semblables à ceux utilisés par les communistes chiliens qui, jusqu'au dernier moment, ont continué à diffuser des illusions sur l'armée et à donner toute la couverture possible à ceux qui préparaient le coup et la répression sanglante.

L'attitude du PC portugais constitue dans un certain sens une vérification de l'inconsistance des positions du PCI et du PCF. Aujourd'hui le PCP ne signerait pas un texte comme la déclaration commune et nous n'excluons pas qu'il saisisse l'occasion pour exprimer, sur les problèmes posés par la déclaration elle-même, un point de vue différent (il l'a fort probablement déjà fait de façon interne). Ces positions particulières sont peut-être dues à un stalinisme inguérissable ?
Une réponse affirmative serait pour le moins unilatérale. Que le PCP ait un appareil moins exposé aux vicissitudes de la déstalinisation et qu'il ait maintenu envers la bureaucratie soviétique une position de plus grande orthodoxie est hors de question. Mais ceci n'est pas le facteur qui détermine la spécificité de sa position. Il ne faut pas oublier que, après le 25 avril, le parti a multiplié ses adhérents et est aujourd'hui composé, en large majorité, de militants et de cadres intermédiaires que le vieil appareil n'a pas eu le temps d'assimiler par une éducation stalinienne systématique. Ces mili-

tants et ces cadres sont entrés dans le parti, non parce qu'il était stalinien ou partisan d'une politique de collaboration de classes, mais parce qu'il leur apparaissait comme le parti qui avait lutté le plus efficacement et le plus systématiquement contre la dictature et comme l'instrument le plus crédible pour une bataille anti-capitaliste. Ceux-ci non seulement subissent quotidiennement les énormes pressions d'une crise révolutionnaire, mais ils véhiculent ces pressions à tous les niveaux du parti. En deuxième lieu, spécialement après les élections, le PCP s'est trouvé pris entre deux feux : d'un côté un fort parti socialiste, de l'autre une extrême-gauche qui, malgré ses divisions et son inconsistance stratégique et tactique, constitue une force consistante avec un impact croissant dans des secteurs importants du prolétariat.

Dans un tel contexte, face aux problèmes qui se posent non pas dans des débats théoriques mais dans la réalité quotidienne, si le PCP se limitait à des réponses du type de celles de la déclaration commune, il risquerait d'être complètement hors de course, de se couvrir de ridicule et de faciliter des opérations qui se retournerait rapidement contre lui. C'est pourquoi il a été et il est contraint d'osciller, d'assumer des positions éclectiques, de combiner des formules radicales et des proclamations "révolutionnaires" avec le dessein stratégique formulé sous la dictature et pendant toute une phase du nouveau régime, et qui n'est pas qualitativement différent de la stratégie du PCI, du PCF et même du PCUS.

En conclusion, les conceptions synthétisées dans la déclaration commune ne satisfont pas en fait les exigences qui ont inspiré cette déclaration. Dans une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, comme celles qui existent ou peuvent exister à brève échéance dans des pays d'Europe capitaliste, la stratégir réformiste-gradualiste est simplement inapplicable, elle ne peut que condamner à une profonde stérilité les partis qui la suivent, aussi étendue que soit leur influence parmi les masses; et donc, de fait, ouvrir la voie à des contre-offensives réactionnaires. Au lieu de se laisser aller à des proclamations sur l' "originalité" ou la "nouveauté" de leurs déclarations, les bureaucrates feraient mieux de réfléchir un peu plus sur les expériences historiques, anciennes et nouvelles et d'en tirer des conclusions plus adéquates. Il n'y a aucune raison d'expérer qu'ils le fassent.

Peut-on exclure que la stratégie néo-réformiste puisse trouver une application dans un contexte différent ? Non, on ne peut pas exclure a priori que, dans un pays ou un autre, après avoir remporté des succès consistants pour surmonter la crise, la bourgeoisie, afin de consolider la situation et d'aller au-delà de réajustements éphémères, envisage des opérations réformistes dans lesquelles une place pourrait être réservée aux partis communistes. Mais, indépendamment de la probabilité de cette variante, une telle traduction en pratique de la stratégie néo-réformiste serait, dans ce cas, une contribution directe à la restabilisation du système, à un équilibre sur de nouvelles bases. Bien autre chose qu'une préparation au passage au socialisme !

21 novembre 1975

(1) "Le socialisme possible" est le titre d'un petit livre écrit il y a des années par le socialiste italien Antonio Giolitti, sorti du PCI en 1956 sur des positions de droite et devenu par la suite partisan ouvert des conceptions et orientations réformistes.
(2) Il y a là une légère différence entre le texte français et le texte italien. Le premier dit : "un terrain plus favorable", le second : "le terrain le plus favorable".
(3) Les membres communistes de la délégation ont parlé de rapports positifs entre les représentants "démocratiques" de l'Italie et des Etats-Unis donnant en plus des assurances sur la volonté du PCI d'agir en faveur de la stabilité internationale.

YOUGOSLAVIE

le point d'une situation confuse

C.VERLA

Les grandes purges contre les Croates en décembre 71 avaient marqué en Yougoslavie un tournant : aux lendemains du 10ème congrès de la Ligue des communistes yougoslaves (mai-juin 1974) nous analysions les principales mesures prises depuis fin 71 permettant de cerner les grands traits de l'orientation impulsée par la direction titiste (1), en soulignant les limites de ce tournant. Il s'agissait d'abord et avant tout d'une volonté de reprise en main policière d'une situation socialement explosive combinant les tares d'une société bureaucratique et celles du soi-disant "socialisme de marché". Quelques 16 mois après ce congrès, la direction de la LCY vient de relancer une vaste campagne nationale de dénonciation des "ennemis de la Yougoslavie", particulièrement centrée sur les "néo-kominformistes" et leurs "alliés étrangers". Depuis la mi-octobre, discours et arrestations se multiplient, des procès se pré-

parent (on estime à Zagreb à plus d'une centaine les récentes arrestations dans cette seule ville (2). La pratique de la calomnie, si ce n'est des procès truqués aux preuves pré-fabriquées étant largement répandue en Yougoslavie, il convient de mesurer dans quel contexte interne et international se déroule cette nouvelle vague de purges pour essayer d'y voir plus clair sur ce qu'elle recouvre.
Certes, la production industrielle interne s'est considérablement développée et ne connait pas les signes de récession des économies de marché capitalistes (augmentation de 10,7% de la production industrielle en 74 par rapport à 73): de ce point de vue, la volonté de contrôler centralement les grands investissements afin de redresser les effets négatifs de la réforme de 65 commence à porter ses fruits. Les branches de l'économie que la décentralisation et les mécanismes de marché avaient sacrifiées (matières premières, énergié, matériaux non ferreux) ont reçu la priorité et se sont effectivement développées alors que dans la période juste postérieure à la réforme de 65 on avait assisté à l'augmentation d'importations de ces produits de base alors même que les ressources du pays n'étaient pas exploitées.

La Yougoslavie subit durement les effets de la récession des pays capitalistes, en particulier européens avec lesquels elle a des relations commerciales privilégiées. Le déficit de la balance commerciale n'a fait que s'accroître en conséquence de la chute des exportations vers ces pays. (3) En outre, la menace de voir revenir le million de travailleurs yougoslaves employés dans les pays capitalistes soumis aujourd'hui à une sévère récession préoccupe considérablement les autorités yougoslaves. Quelques 80 000 travailleurs sont revenus de RFA en 74 et la crainte est grande que le rythme ne s'accroisse rapidement. Quand on sait que le chômage interne approche les 500 000 (4) (10% de la population active) en résultat direct de l'application de la réforme (laisser sanctionner par les lois du marché la "rentabilité" des entreprises), on comprend pourquoi le gouvernement yougoslave a décidé une vaste politique d'investissements (augmentation de quelques 50% en 74 par rapport à 73) et la recherche de crédits étrangers pour les financer. A côté de cette politique de développement, une série de mesures visent à résoudre le problème de l'emploi : un soutien aux investissements privés des petits propriétaires agricoles (près de la moitié des travailleurs yougoslaves à l'étranger sont des paysans qui ont gardé leurs terres et ont le droit de ramener des machines agricoles sur la base de leurs gains à l'étranger), et du petit commerce. Enfin, certaines communes ont expérimenté une nouvelle forme de financement d'investissement à partir des fonds accumulés par les travailleurs émigrés : ceux-ci peuvent participer sous forme de prêts remboursables avec intérêts aux investissements nécessaires à l'ouverture de petites entreprises où ils auront au retour en Yougoslavie une priorité d'embauche. Ces expériences se développent dans les parties les plus pauvres du sud de la Croatie qui connaissent un fort taux d'émigration. A Arzano, par exemple l'initiative a été prise par les autorités locales et le conseil ouvrier de l'usine textile de Pionirka qui ont réussi à collecter auprès d'un millier de travailleurs yougoslaves en Allemagne Fédérale 200 000 DM en quelques semaines. (5)
Au-delà de ces constats, trois grands problèmes exigent des choix d'orientation politique qui font actuellement l'objet de controverses aigües en Yougoslavie : les contradictions de l'agriculture, l'augmentation considérable du coût de la vie (25% cette année en plus que l'an passé), la question de l'emploi.

On sait que pour montrer son obédience à Staline, Tito avait ordonné la collectivisation forcée des terres en 1947. La rupture avec le Kominform en 48 exigea pour le régime de renforcer la cohésion de sa base sociale marquée par l'alliance du prolétariat et de la paysannerie pauvre (représentant en 38 quelques 75% de la population et 38% aujourd'hui). L'introduction - si limitée soit-elle - de l'autogestion d'une part, et d'autre part le renoncement en 1953 à la collectivisation forcée dont les effets étaient aussi dramatiques que dans l'URSS de 1927 furent les principales mesures internes répondant à cet objectif.
Il ne s'agissait pas pour autant de favoriser la propriété privée du sol : pour empêcher le développement d'une classe de paysans riches, la propriété privée était limitée à 10 hectares. En outre, et ce jusqu'à la réforme de 1965, la possession privée de moyens de production dans le secteur privé était très fortement taxée pendant que les investissements les plus modernes se développaient dans le secteur socialisé : ainsi, alors que 80% des terres sont privées, 40 000 tracteurs sur 45 000 étaient en 1963 à la seule disposition du secteur public.

La réforme économique allait favoriser une certaine privatisation de l'économie (6) allégeant les impôts pesant sur le secteur privé sans pour autant remettre en cause ni la limitation des 10 ha, ni celle de l'emploi de 5 travailleurs au maximum dans les entreprises privées. Les pressions pour tourner la loi et la remettre en cause n'en furent que plus grandes : si désormais il était possible à un paysan d'acheter un tracteur quelle rentabilité cela avait-il si la terre restait limitée à 10 ha ? Beaucoup de paysans allèrent donc louer leur tracteur sur d'autres terres... Et nombreux furent les idéologues du "marché socialiste" pour affirmer l'incohérence des mesures prises et prôner l'extension de la propriété privée. On a vu que l'exode de paysans allant s'embaucher à l'Ouest s'était accompagné de mesures visant à ne pas accroître le chômage à leur retour, et à stimuler quelque peu la productivité de leurs terres : 175 000 tracteurs privés contre 200 000 tracteurs dans le secteur socialisé à la fin de 1974 (7).

La direction yougoslave n'a pas pour autant cédé

sur la question fondamentale : l'objectif reste à ses yeux l'extinction du secteur privé, peu rentable, l'incitation des paysans privés à s'associer aux entreprises collectives et par la démonstration de sa supériorité, les gagner à la socialisation. Les mesures prises dans ce sens sont l'extension de tous les droits des travailleurs (sécurité sociale assurance vieillesse, droits politiques de représentation dans des organes d'autogestion...)à tous ceux qui s'associent aux fermes collectives ou donnent leurs terres au secteur public. A l'encontre de ceux qui s'opposaient à toute intervention des pouvoirs centraux dans l'économie en général et l'agriculture en particulier, un Plan Vert pour 5 ans a péniblement été décidé en 73, visant à augmenter la productivité du secteur agricole et à diminuer d'autant la dépendance de la Yougoslavie à l'égard des importations sur ce plan.

Les résultats désastreux de l'année 1975 ne sont pas seulement dus à des problèmes de climat et font rebondir le débat d'orientation : la réalité est que les paysans n'ont pas répondu aux incitations des pouvoirs publics dans le sens de la collectivisation. Bien au contraire, leur attitude a été de profiter de toutes les mesures favorisant la propriété privée en escomptant une libéralisation ultérieure des lois sur la terre. Le résultat est la multiplicité des petites propriétés (la taille moyenne des terres privées est de 3,9 ha et la tendance est à l'augmentation du nombre des terres inférieures à 5 ha par le jeu des partages entre enfants, avec en outre une diversification des cultures réalisées sur une même terre pour l'auto-consommation des familles : c'est-à dire un immense gaspillage social. La décision des pouvoirs centraux d'augmenter les prix agricoles pour favoriser le développement de l'agriculture n'a fait qu'augmenter le coût de la vie pour les travailleurs sans permettre pour autant l'augmentation de la productivité des terres. Il faudra cette année augmenter les importations de blé et donc accroître encore le déficit actuel de la balance commerciale...

Les tensions politiques reflétant les diverses orientations possibles face à cette situation catastrophique ne font que s'accentuer : la direction titiste reste pour l'instant fidèle à sa politique mais le caractère bureaucratique du régime empêche fondamentalement de convaincre les paysans à en soutenir l'orientation. Dès lors, deux autres choix sont possibles et s'affrontent en coulisses voire publiquement dans la presse : ceux qui préconisent une orientation plus sévère allant dans le sens de contraintes contre le secteur privé (ce qui ne garantit pas à soi seul le redressement des autres problèmes pesant sur l'emploi et les salaires des travailleurs et comporte en outre le danger d'aiguisement des conflits avec les paysans) ; enfin il y a ceux qui préconisent clairement l'arrêt de toute limitation à la propriété privée dans les campagnes afin de rendre les terres privées plus productives (ce qui peut stimuler le développement d'une couche de "koulaks" qui ne serait pas pour autant - en Yougoslavie pas plus que dans l'URSS des années 20 - acquise au régime...).(9)

La débat d'orientation n'est en rien réglé et rejailli bien évidemment de l'agriculture vers l'ensemble des structures sociales et des autres choix politiques : centralisation économique ou non, et quelle centralisation ?
De façon parallèle aux débats sur l'agriculture, les diverses solutions au problème du chômage et à l'augmentation constante du coût de la vie et des inégalités sociales sont l'objet d'âpres controverses. Le tournant de 71 n'a en effet rien réglé : la direction titiste s'est efforcée de recentraliser la Ligue des communistes qui avait subi tous les effets combinés d'une bureaucratisation et d'une décentralisation : les conflits entre les diverses Républiques étaient - et restent - à la mesure de la volonté de chaque bureaucratie régionale d'avoir la plus grande part de pouvoir d'une part et de l'autre de l'accroissement des inégalités de développement économique liées à la réforme. Les purges ont été les solutions toutes provisoires à l'éclatement. Le contrôle plus sévère de la direction sur les membres du Parti, la discipline imposée sur la vie politique et culturelle, la répression de toute opposition devait s'accompagner d'un plus grand contrôle de la LCY sur l'économie, parallèlement au poids renforcé de l'armée dans l'Etat. Le 10ème congrès a critiqué ouvertement ceux qui "entretenaient des illusions selon lesquelles le marché allait résoudre tous les problèmes de soi-même" (discours de Kardelj. In "Questions actuelles du socialisme" N° 112 de juin 73). On y a aussi largement dénoncé les forces "technico-bureaucratiques, et les forces bourgeoises libérales " (Ibid.) existant réellement en Yougoslavie, on a même relancé récemment le projet de légaliser le droit de grève des travailleurs contre ces forces au niveau des entreprises (10).

Ceux qui préconisaient une centralisation sur la base de l'autogestion et allant à l'encontre des lois du marché ont été réprimés : ce sont les étudiants et les professeurs marxistes de gauche, entre autres les animateurs de la Revue philosophique "Praxis". Pour eux, le dilemme planification bureaucratique ou autogestion plus marché était surmontable. Mais cela impliquait la suppression du monopole politique de la LCY, une véritable démocratie ouvrière donnant aux travailleurs un poids central et les moyens de prendre et d'appliquer collectivement les choix essentiels. D'un autre côté, la bureaucratie titiste refuse également deux autres voies : la suppression de l'autogestion (dans ses limites actuelles c'est-à-dire avec une certaine décentralisation laissant place au marché) à savoir le retour pur et simple à une planification impérative et bureaucratiquement centralisée du type de celle de l'URSS serait profondément impopulaire et se heurterait à la fois aux réactions des travailleurs et à celles des bureaucrates des diver-

ses entreprises et Républiques qui ont pris du poids dans la décentralisation...

: l'éclatement de la Fédération

qui signifierait la perte du pouvoir central : mais la bureaucratie titiste se trouve là confrontée aux conflits des nationalités en Yougoslavie : le prix à payer pour un régime bureaucratique et en même temps décentralisé c'est que les Républiques les plus riches ne veulent plus "payer" pour les autres. Les dirigeants croates en 71 voulaient garder leurs devises d'autant plus que les banques fédérales (en Serbie...) n'accordaient guère leurs crédits sur des bases contrôlées par l'ensemble des intéressés. Pour répondre à ces tensions, la bureaucratie titiste combinera un plus grand fédéralisme de ses institutions avec une répression accrue des opposants à sa politique : les Républiques et provinces seront représentées de façon plus paritaire dans tous les organes d'Etat. Après 68 des armées territoriales sous direction de chaque République vont même être instituées parallèlement à l'armée fédérale. Mais on a en même temps limogé les plus "nationalistes" de chaque République et l'on relance aujourd'hui de nouvelles purges contre les "libéraux" croates... (11) Sans avoir supprimé les inégalités régionales.

"On a découvert récemment plusieurs organisations illégales. Elles ont des plate-formes kominformistes (...) et ont le soutien d'anciens kominformistes qui furent exclus du parti autrefois (...). Le matériel qui a été saisi ne prouve pas qu'un fort mouvement de ce type existe, mais prouve l'existence d'une orientation favorable à l'adhésion au camp soviétique, ce qui signifierait (...) construire le socialisme sur la base de la propriété d'Etat et appartenir à toutes les organisations du Pacte de Varsovie et du COMECON" (Discours de Bakaric. "Vjesnik", Zagreb, 23.10.75).

Une première remarque s'impose : nulle preuve n'a été donnée jusqu'alors des liens des groupes arrêtés avec l'URSS. Il est fort possible que derrière l'accusation de "kominformisme" il y ait en réalité tous ceux qui sous une forme ou une autre préconisent à la fois l'opposition au au régime actuel et une recentralisation. Certains peuvent même être des nostalgiques du centralisme stalinien sans être pour autant aujourd'hui en faveur des liens avec l'URSS.

Les tentatives venant de l'URSS d'infiltrer certains groupes et d'attiser les troubles internes à la Yougoslavie sont certes possibles : les journaux yougoslaves ont affirmé sans que nous ayons pu le vérifier, que des émissions de radio à partir de pays du "glacis soviétique" étaient systématiquement dirigées vers la population de Bosnie-Herzégovine afin d'attiser les conflits nationaux. Et l'on imagine aisément l'intérêt que porte l'URSS à l'après-titisme et l'espoir d'un retour de la Yougoslavie dans le giron soviétique sur la base d'un accroissement des tensions internes et de la victoire d'une aile centraliste. Mais cela est loin d'être acquis 28 ans après la rupture avec Staline. La reprise en main d'une situation explosive par l'armée yougoslave elle-même ne serait aucunement synonyme de retour dans le giron soviétique.

Il est certain que la Yougoslavie est, face aux visées soviétiques pour la conférence des PC un des principaux obstacles à l'obtention d'une déclaration commune. Mais ce n'est pas nouveau, et si avant une telle conférence les tensions se multiplient avec l'URSS, elles ne suffisent pas à expliquer la campagne "anti-kominformiste" : les rapprochements récents de la Yougoslavie avec la Chine et l'Albanie, l'opposition constante de la Yougoslavie à toute affirmation d'une politique commune des PC et à toute dénonciation d'un quelconque parti par les autres sont suffisamment clairs pour que la campagne interne ne fasse que confirmer à l'URSS ce qu'elle sait déjà. Si donc, marginalement, il est possible que cette campagne s'adresse à l'URSS ou vise à réprimer quelques activités pro-soviétiques, l'essentiel est sans doute ailleurs.

Ailleurs, c'est-à-dire dans l'amalgame. Il est impopulaire en Yougoslavie d'être "kominformiste". Monter en épingle le danger de ce côté-là vise sans doute à faciliter la répression en général en évitant que les débats sur l'avenir du socialisme yougoslave n'éclatent davantage au grand jour en entrant en résonnance avec des forces sociales. Ce sont bel et bien les "opposants de tous bords", "kominformistes, nationalistes, libéraux" selon les étiquettes officielles qu'il s'agit de réprimer parce que l'ensemble des tensions sociales que la politique de Tito a suscitées ne sont en rien résolues.

---

(1) Cf. INPRECOR N°3 "Yougoslavie, vers la reprise en main", juillet 1974. Voir aussi la revue IVème Internationale, N° 3, 15 juillet 1972 et l'article de Critique de l'Economie Politique N° 7/8 : "Yougoslavie : capitalisme ou socialisme ?" de C. Samary.

(2) Cf. Le monde du 1er novembre 1975.

(3) Le déficit du commerce dans les 8 premiers mois de 1975 était de 2 583 millions de dollars dont 1 500 millions représentent le déficit avec le Marché commun et le reste le déficit avec les pays producteurs de pétrole essentiellement.

(4) L'annuaire officiel des statistiques yougoslave donne 478 000 pour 1974 (Index : Belgrade février 1975). Cf. aussi Ekonomska Politika du 17 février 1975.

(5) Cf. Ekonomska Politika du 20/1/1975

(6) Cf. C.E.P., N° 7/8, article cité.

(7) Cf. Borba 9/7/1975

(8) Par exemple, un tiers des terres cultivées en blé par le secteur socialisé ou en coopératives produisent 50% du blé. De même, un quart des terres cultivées en maïs sont socialisées et produisent 40% de la production totale. Cf. Ekonomika Poljoprivrede, Belgrade, N° 11/12 - Novembre-décembre 1974.

(9) Cf. Borba du 19 mai 1975 et du 25 juin 1975, Dusan Petrovic, dirigeant des syndicats yougoslaves attaque les "dogmatiques qui, avec de bonnes ou de mauvaises intentions prêchent l'abolition du secteur privé".

(10) Cf. Vecernje Novosti - Belgrade - 18 mars 1975.

(11) Cf. l'arrestation de journalistes et d'avocats ayant défendu les Croates emprisonnés en 1971.

AUSTRALIE

la chute du gouvernement travailliste

La bourgeoisie australienne semble avoir fait une importante erreur de calcul politique. Elle a atteint son objectif immédiat : le gouvernement travailliste du Premier ministre Gough Whitlam a été limogé et de nouvelles élections législatives organisées le 13 décembre. Mais la façon dont le gouvernement travailliste a été renversé pourrait bien entrainer une nouvelle période prolongée de mobilisations ouvrières et éventuellement même la réélection des travaillistes le 13 décembre prochain.

Le limogeage de Whitlam ne trouve pas de précédent dans l'histoire australienne. Pour la première fois, le gouvernement d'un parti disposant toujours de la majorité à la Chambre des Députés a été renversé avant la fin de son terme. Cela fut fait par le biais de manoeuvres parlementaires compliquées que la direction du Parti travailliste qualifie de "coup d'Etat sans versement de sang". Le Parti travailliste avait une majorité absolue de 65 sièges sur les 127 de la Chambre des Députés. Au Sénat, cependant, la coalition d'opposition Liberal-Country a utilisé sa force au Sénat pour bloquer l'acceptation du budget national présenté par le Parti travailliste et qui avait déjà été approuvé par la Chambre des Députés. L'opposition bourgeoise a expliqué clairement qu'elle n'accepterait de faire passer le budget que si Whitlam acceptait de nouvelles élections. Les troisièmes en trois ans. Whitlam refusa, déclarant que le gouvernement travailliste continuerait à fonctionner avec ou sans budget. Il espérait apparemment sauver sa place en s'engageant lui-même dans quelque manoeuvre parlementaire.

Mais la classe ouvrière australienne avait d'autres idées. Le 11 novembre, Sir John Kerr, gouverneur général (anciennement le représentant de la Reine de Grande-Bretagne, position à laquelle il fut nommé par Whitlam lui-même) décréta la dissolution des deux Chambres, nomma Malcom Fraser, dirigeant de la coalition Liberal-Country, premier ministre par "intérim" et organisa de nouvelles élections.

Les éléments qui ont motivé une action aussi précipitée de la part de la bourgeoisie sont assez clairs. L'Australie traverse une profonde crise économique. Le taux annuel d'inflation est de plus de 12% ; il y a plus de 300 000 chômeurs (plus de 5% de la population active), une augmentation de 100% depuis l'an passé. Plusieurs entreprises australiennes importantes ont fait faillite et d'autres sont au bord de la faillite. Le gouvernement travailliste a tenté de faire face à la crise en bloquant les salaires, en ne prenant aucune mesure visant à réduire le chômage et en accordant d'importants subsides aux firmes capitalistes en danger de disparition. Parallèlement, les dépenses sociales ont été coupées et le niveau de vie des travailleurs réduit. Il y a une certaine ironie dans le fait que le budget que le Sénat a refusé demandait des coupes supplémentaires dans les dépenses publiques et une hausse des impôts des travailleurs.

Cependant, malgré cette politique du gouvernement travailliste, la situation économique ne s'est pas améliorée. Ce qui est plus important, c'est que les travaillistes n'ont pas été capables d'empêcher les travailleurs d'entreprendre des actions directes pour défendre leur niveau de vie. Du point de vue de la bourgeoisie, le gouvernement travailliste a été un échec à deux niveaux : économiquement, il n'a pas été suffisamment efficace ; politiquement il n'a pas réussi à contenir les travailleurs. Ce dont la bourgeoisie a maintenant besoin, c'est d'un gouvernement fort qui puisse affronter directement la classe ouvrière, tâche pour laquelle le gouvernement travailliste n'est pas adéquat. D'où la nécessité de laisser tomber Whitlam.

En même temps, la politique menée par le gouvernement travailliste de défense ouverte du capitalisme ont eu pour effet de miner radicalement le soutien à Whitlam, "Nous sommes venus au pouvoir pour sauver le système" déclarait Bob Hawke, président de la Confédération syndicale australienne lors d'un meeting travailliste à Sydney le 30 octobre. Et le ministre des Finances travailliste, Bill Hayden, expliquait pour défendre son budget : "La relance du secteur privé est essentielle". Cette politique ouvertement droitière - appliquée avec un manque de subtilité qui n'est pas caractéristique de la bureaucratie travailliste dans les pays capitalistes avancés - a donné à la coalition Liberal-Country l'espoir de battre le Parti travailliste dans des élections législatives. Des sondages faits peu avant le limogeage de Whitlam indiquaient que le soutien au gouvernement avait profondément baissé. La bourgeoisie a donc apparemment pensé que le moment été venu de liquider Whitlam - par n'importe quel moyen. Mais la procédure bureaucratique et non démocratique adoptée a déplacé l'axe de la bataille

politique. Les travailleurs australiens ont vu - à juste titre - la mesure du Gouverneur général Kerr comme une attaque non seulement contre la direction travailliste mais contre tout le mouvement ouvrier. La riposte fut immédiate. Quelques heures après le limogeage de Whitlam, des grèves et des meetings spontanés eurent lieu. Environ 3000 personnes manifestèrent à Sydney, 5 à 10 000 à Melbourne, 2000 à Canberra, 3000 à Perth. Trois jours plus tard, le 14 novembre, eurent lieu les plus larges manifestations politiques en Australie depuis les plus forts moments du mouvement contre la guerre du Vietnam. Et cette fois les manifestations étaient largement à composition ouvrière. Environ 400 000 ouvriers firent grève à Melbourne, le seconde ville du pays. Le port fut presque complètement fermé, ainsi que les usines automobiles et métallurgiques et que de nombreuses autres usines. Des dizaines de milliers de personnes participèrent à un meeting dans le centre de la ville. Plus de 12 000 personnes manifestèrent à Brisbane, et plus de 10 000 à Adélaïde. Dans la plupart des cas, le ton des manifestants était beaucoup plus anti-Fraser que pro-Whitlam.

Ceci n'est pas surprenant car l'hostilité de la direction travailliste à la mobilisation de la classe ouvrière continua, même quand cette mobilisation visait à défendre le Parti travailliste lui-même. "Je ne pense pas qu'un arrêt national et des grèves soient des mesures sages", a déclaré Bob Hawke, après les premières mobilisations protestant contre le limogeage de Whitlam. Il continua : "Nous sommes déterminés à défendre la loi et l'ordre, à suivre les traditions et les coutumes habituelles - contrairement à l'opposition. Nous ne devons pas remplacer le processus démocratique par la violence et l'anarchie dans les rues. Bien sûr, je suis bouleversé ; mais il ne s'agit pas seulement de la chute du gouvernement travailliste ; je suis inquiet pour l'avenir de ce pays. Ce qui s'est passé aujourd'hui pourrait libérer des forces dans ce pays comme nous n'en avons jamais vues. Nous sommes au bord de quelque chose de terrible et il est donc important que le peuple australien réponde à sa direction".

Quant à Whitlam, il semblait un peu étonné et déçu par la performance du représentant de sa Majesté. "La Reine n'aurait jamais fait ça", balbutia-t-il; "Soyons francs, la Reine ne l'aurait jamais fait!"

Mais indépendamment de la foi touchante de Whitlam en Elisabeth et de la crainte de Hawke de se trouver au bord de quelque chose de terrible, la direction travailliste - pour la simple raison de se maintenir en fonction - a été obligée de lancer une campagne électorale inhabituellement vigoureuse, dénonçant la direction Liberal-Country comme une bande de voleurs et de putschistes. La campagne travailliste fut lancée officiellement le 24 novembre lors d'un meeting à Sydney. 30 000 personnes y participèrent, ce qui représente le plus grand meeting électoral de l'histoire de l'Australie. Un sondage publié le 23 novembre révéla que 56% des votants "indéterminés" penchaient du côté du Parti travailliste et seulement 29% du côté de la coalition Liberal-Country. Il est significatif que les gens placent la façon dont le gouvernement a été limogé et non pas la crise économique comme problème central - à plus de 2 contre 1.

Whitlam

Le problème auquel est confrontée la direction réformiste travailliste est de mener une campagne assez active pour être réélue, mais en même temps de contenir la combativité de la classe ouvrière. Ceci ne sera pas facile. Il n'est pas impossible que la décision de la bourgeoisie de limoger les travaillistes par une manoeuvre aussi brutale ait comme effet de ramener les travaillistes au gouvernement avec une majorité encore plus grande. Mais même si les inepties de la direction travailliste permettent une victoire de la coalition Liberal-Country - qui serait une défaite pour la classe ouvrière - la polarisation et la mobilisation ouvrière déclenchées par la manoeuvre auront des effets prolongés - et pour la bourgeoisie extrêmement négatifs - sur la vie politique nationale. C'est en cela que réside l'erreur de calcul de la bourgeoisie.

■ SUISSE

élections législatives

Le 25 octobre dernier se déroulèrent les élections législatives en Suisse. Ces élections étaient particulièrement importantes vu qu'elles eurent lieu alors que, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, le "paradis helvétique" est frappé par la crise capitaliste et que les travailleurs connaissent le chômage et la baisse de leur niveau de vie. D'autre part, pour la première fois, à la gauche du Parti du Travail (parti communiste), les révolutionnaires présentaient des candidats.

Le résultat de ces élections - qui furent marquées par une très forte abstention - marque une poussée à gauche (le PS obtient 9 députés de plus au Conseil national) Ce renforcement du PS n'est pas dû à l'attraction de son timide plan anti-crise, mais à l'appui apporté à ce parti par les directions syndicales, qui lui a permis de capter électoralement le premier réflexe de classe des travailleurs suisses. Soulignons également que ces résultats sont faussés au départ par le fait que 30% de la population active - les travailleurs immigrés - sont exclus de la consultation électorale.

Le Parti du Travail, quant à lui, perd des points, payant par là essentiellement sa politique suiviste par rapport à la social-démocratie et son attitude sectaire face aux POCH (organisations progressistes de Suisse) et à la LMR (Ligue marxiste révolutionnaire, section suisse de la IVème Internationale). Il refusa en effet l'apparentement de ses listes avec ces deux organisations.

Significatifs sont les résultats obtenus par les POCH et la LMR qui reçoivent plusieurs pourcents des votes.

"Une seule force désarçonnera les patrons : l'unité de tous les travailleurs dans l'action"! C'est autour de ce slogan central que nos camarades de la LMR présentèrent des candidats dans 12 cantons.

Ce sont plus de 10 000 personnes qui ont voté pour les candidats de la LMR (0,5% des électeurs). Dans les cantons où l'organisation est la plus implantée, les résultats sont bien supérieurs à la moyenne nationale. Genève : 1,1%; Lausanne : 2,14%, Neuchâtel : 1,3%, Tessin : 1,4%. A Zoug, minuscule canton de Suisse alémanique, la LMR a obtenu 1,8% des voix : elle avait présenté un camarade ouvrier de la grosse entreprise Landis et Gyr, alors que le Parti radical présentait le patron de l'entreprise ! Une campagne fort animée !

Enfin, certains des candidats particulièrement connus de la LMR ont obtenus des votes significativement plus élevés. C'est le cas de Jacqueline Heinen à Genève qui reçut 3% des voix et de Charles André Udry à Lausanne qui reçut 6% des voix.

■ R.F.A.

manifestation contre le chômage des jeunes

La récession a confronté la classe ouvrière ouest-allemande avec un problème nouveau : celui du chômage. C'est surtout la jeunesse qui s'en trouve frappée : il y a actuellement en RFA de 200 à 250 000 jeunes chômeurs. Une bonne partie d'entre eux ne dispose d'aucune qualification. Elle n'a point de chance d'en recevoir une. La croissance du chômage jeune, la suppression de nombreux postes d'apprentissage, ainsi que la misère de la formation professionnelle ont provoqué une action partie des jeunesses syndicales à partir de l'automne 74, une action à laquelle des dizaines de milliers de jeunes travailleurs avaient participé à l'échelle locale et régionale. Cette action devait déboucher sur une manifestation nationale.

La bureaucratie syndicale a d'abord essayé de transformer ce projet en une réunion en salle fermée. Mais la protestation massive de la part de la jeunesse syndicale, qui a commmencé à influencer d'autres secteurs du mouvement syndical, a fini par imposer la tenue d'une manifestation centrale de rue à Dortmund.

La bureaucratie syndicale a alors esquissé une deuxième manoeuvre : limiter strictement le nombre des manifestants - à 20 000 - et le thème de la manifestation - au problème de la co-gestion. Il s'agissait d'éviter tout ennui au chancelier et aux ministres sociaux-démocrates. Mais la manifestation de Dortmund était à tel point devenue un pôle d'attraction pour les travailleurs les plus combattifs - qui ont dû ronger leur frein depuis le début de la récession, vu les capitulations successives des directions syndicales devant la pression patronale et gouvernementale en vue de réduire les salaires réels et d'augmenter les profits - que cette manoeuvre

déclencha, elle aussi, une tempête de protestation.
Dans beaucoup de villes, les directions syndicales ont mobilisé un nombre de participants dépassant largement les quotas fixés par la bureaucratie centrale du DGB. Lorsque les directions locales s'inclinèrent devant les ordres de la bureaucratie, des groupes de syndicalistes prirent des initiatives autonomes pour arriver à Dortmund. Finalement, 50 000 travailleurs ont participé à la manifestation le 8 novembre 75. Ils l'ont transformée en une grande action de protestation contre le chômage, contre la stratégie du patronat et contre la politique des ministres sociaux-démocrates et libéraux.
La manifestation fut conclue par un meeting en salle close, où la moitié des manifestants ne purent entrer. Néanmoins, le discours du président du DGB, Vetter, centré sur la co-gestion ne reçut pas un accueil enthousiaste. Les travailleurs savent d'expérience, que même les entreprises des branches où la co-gestion paritaire existe (charbonnages et sidérurgie), le fléau des licenciements et des jours chômés les frappent.

La manifestation de Dortmund constitue l'une des actions syndicales les plus importantes que la RFA ait connue depuis les années 50. Elle reflète le fait que malgré le recul des luttes ouvrières au cours des deux dernières années, les rapports de force globaux entre les classes ne se sont pas détériorés pour la classe ouvrière ouest-allemande. Elle constitue aussi la première riposte massive des travailleurs ouest-allemands contre la récession. En même temps, elle démontre qu'à l'étape actuelle, les éléments les plus combattifs de l'avant-garde ouvrière en RFA préfèrent lutter avec l'appui de l'organisation syndicale, tout en contestant l'orientation ultra-conciliatrice voire capitularde de la bureaucratie syndicale.

GRECE

Depuis le début de septembre 1975, l'usine de papier MEL à Salonique est en grève. C'est un nouvel épisode d'une suite de grèves avec occupations d'usines que la Grèce connait depuis la chute de la dictature militaire (notamment les grèves National Can, d'Eskimo, des chantiers navals Elefthis, des mines de Madem Lako, etc.) Cette grève découle des efforts entrepris pendant l'été pour annuler le licenciement de travailleurs combatifs qui avaient essayé d'organiser un syndicat unique d'entreprise.
La grève déclenchée le 1er septembre vise surtout des augmentations de salaires, le paiement des jours de grève, ainsi que le renvoi du chef du personnel et la gestion de la cantine par le syndicat. Malgré l'intervention de la police, les grévistes occupent l'entreprise, empêchent la vente de ses produits, surveillent les abords de l'usine et ont réussi à étendre l'action à une filiale de MEL située à Patras, dans le Péloponnèse.

Les travailleurs des deux entreprises ont essayé de manifester à Athènes devant le Parlement et devant l'université. Ils ont été isolés par l'association estudiantine contrôlée par les deux PC ainsi que par le PASOK (parti socialiste de Papandréou) et attaqués par la police. Seuls les trotskystes les ont appuyés de manière continue.

Le 11 novembre 1975, le PCI, section grecque de la IV° Internationale a organisé un meeting pour commémorer le 58° znniversaire de la révolution socialiste d'Octobre (que les PC n'ont commémoré d'aucune manière). Une délégation des grévistes de l'usine MEL a participé au meeting, et le président du comité de grève y a pris la parole. Dans son discours il a rendu hommage au rôle joué par la "tendance socialiste syndicale" (groupement inspiré par nos camarades grecs) dans les luttes des grévistes à Salonique et à Athènes.

BELGIQUE

Le gouvernement conservateur belge, engagé dans un plan anti-récession qui comporte, outre des menaces de blocage des salaires, de nombreuses économies budgétaires anti-sociales, a de nouveau limité les crédits de l'enseignement supérieur. Ces mesures impliquent d'une part des suppressions d'emplois pour le personnel universitaire, d'autre part de nouvelles mesures dans le sens de la sélection et de la "rentabilisation" capitaliste de la masse étudiante.

Les réactions fort vives contre ce plan Humblet-De Croo (appelé ainsi d'après le nom des deux ministres de l'Instruction publique) se sont dessinées tant du côté du personnel universitaire que du côté étudiant. Après une série de grèves et de manifestations limitées, un front unique a été constitué entre les organisations syndicales de l'enseignement supérieur et le Front National Etudiant. Des occupations d'universités ont démarré, notamment à Bruxelles, impliquant étudiants et personnels universitaire. Une manifestation nationale commune syndicale-étudiante a réuni près de 15 000 personnes le 21 novembre à Bruxelles.
Il y a déjà eu un début de concrétisation de cette unité d'action encore limitée : le jeudi 27 novembre, à l'appel des délégués syndicaux, le piquet de grève des employés du siège central du trust Glaverbel, à Bruxelles, en grève contre des licenciements, a été renforcé par de nombreux étudiants de l'Université.

Déclaration du Secrétariat Unifié de la IV° Internationale

LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

Les peuples du Mozambique et de la Guinée-Bissau portèrent un coup sévère à la domination impérialiste en Afrique en renversant le colonialisme portugais. La lutte des masses angolaises a ouvert une brèche dans le bastion réactionnaire de l'Afrique du Sud sous l'hégémonie du régime raciste de Pretoria. La montée révolutionnaire de la classe ouvrière dans la métropole a empêché la bourgeoisie portugaise de riposter efficacement et de refermer cette brèche grâce à une opération néo-coloniale réussie.

Etant donnée cette situation et étant donnée la perspective d'un développement de la dynamique de la mobilisation des masses en Angola et en particulier à Luanda où la composante ouvrière à un poids significatif, vers des objectifs non seulement anti-impérialistes mais anti-capitalistes également, tous les partisans du colonialisme ancien et nouveau, et tous les défenseurs des intérêts impérialistes d'Amérique du Nord et d'Europe, ont formé un bloc pour écraser la révolution angolaise et imposer l'établissement d'un régime réactionnaire par le biais d'une guerre civile. La direction du FNLA et de l'UNITA, qui défendent des positions tribales et régionalistes et les intérêts des couches bourgeoises en formation, prennent part à cette opération. Elles ont établi un front commun avec les impérialistes, les racistes et les régimes néo-colonialistes du Zaïre et de Zambie, une sorte de sainte-alliance, sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), contre l'indépendance effective de l'Angola et la lutte des masses laborieuses angolaises. Le fait que la Chine soutienne en pratique ce front réactionnaire par l'aide qu'elle accorde depuis longtemps au FNLA, et son attitude actuelle sont des preuves supplémentaires des conséquences infâmes d'une politique qui considère l'URSS comme le principal ennemi et vise à atteindre un compromis avec l'impérialisme américain.

Le mouvement ouvrier et révolutionnaire du monde entier dénonce l'opération contre-révolutionnaire lancée en Afrique. Dans la guerre civile actuelle, le mouvement ouvrier et révolutionnaire international se trouve dans le camp de la République démocratique d'Angola proclamée par le MPLA le 16 novembre. Les Etats ouvriers et toutes les organisations ouvrières doivent s'assurer que les combattants angolais reçoivent leur solidarité politique et leur soutien matériel. Une défaite des forces de la République démocratique serait une sérieuse défaite pour la révolution en Afrique, elle représenterait un renforcement de l'impérialisme et du néo-colonialisme, et elle serait accompagnée d'une répression sanglante. D'un autre côté, la victoire de la République démocratique, dans la mesure où elle ne pourra être acquise qu'à travers une profonde mobilisation des masses, créérait les conditions favorables pour l'élimination totale de la domination impérialiste et pour une dynamique socialiste de la lutte des ouvriers et des paysans.

La IV° Internationale choisit le camp de la République démocratique angolaise contre la sainte alliance des impérialistes, des racistes et des réactionnaires locaux. Dans la guerre civile, la IV° Internationale est aux côtés des masses qui sont mobilisées pour défendre l'indépendance gagnée à travers 15 années de lutte obstinée, pour défendre leurs intérêts fondamentaux contre toutes les classes exploiteuses étrangères et "nationales", pour l'expropriation des capitalistes et des propriétaires terriens, et pour la construction d'un nouvel Etat basé sur des comités démocratiques révolutionnaires, expression directe des masses.

Une telle attitude ne signifie pas que la IV° Internationale et les marxistes-révolutionnaires africains abandonnent leur critique de la direction du MPLA, qu'ils considèrent comme petite-bourgeoise nationaliste et non prolétarienne et communiste. L'alignement dans le même camp et l'engagement dans une lutte commune ne sont pas en contradiction avec la lutte pour la clarification politique nécessaire à l'issue victorieuse de la guerre et la construction d'une direction prolétarienne marxiste-révolutionnaire.

Contre la sainte-alliance des impérialistes, des racistes sud-africains, des régimes néo-colonialistes du Zaïre et de Zambie, et les directions réactionnaires du FNLA et de l'UNITA ! Défendons l'indépendance totale de l'Angola ! Défendons la République démocratique proclamée par le MPLA ! Rejetons toute tentative de balkanisation !

Retrait immédiat de toutes les forces des impérialismes américain et européens, des racistes sud-africains et de tous les gouvernements néo-coloniaux !

Organisons une campagne internationale de solidarité !

Tous les Etats ouvriers et les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière doivent se mobiliser aux côtés des combattants angolais en leur assurant leur solidarité politique et leur soûtien matériel !

Boycott de tout envoi d'armes au bloc réactionnaire du FNLA et de l'UNITA !

23 novembre 1975

Editeur responsable : René Groslambert. 34 rue Nothomb 1040 Bruxelles